

LE PÉRIL ROUGE

—

**Le
Plan communiste
d'Insurrection
armée**

**Documents originaux
résumés et commentés par
LÉON DE PONCINS**

LES LIBERTÉS FRANÇAISES

XXII, RUE DE CONDÉ, XXII

PARIS-VI

Le Plan communiste d'Insurrection armée

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Beauchesne, 117, rue de Rennes, Paris.

TEMPÊTE SUR LE MONDE.

LA F.°. M.°. D'APRÈS SES DOCUMENTS SECRETS.

S. D. N. SUPER-ÉTAT MAÇONNIQUE.

LA GUERRE OCCULTE.

LA MYSTÉRIEUSE INTERNATIONALE JUIVE.

LE PORTUGAL RENAIT.

HISTOIRE SECRÈTE DE LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE.

LES TEXTES PUBLIÉS PAR LA
LIBRAIRIE DES LIBERTÉS FRANÇAISES

**SONT DONNÉS DANS TOUTE LEUR ÉTENDUE, SANS COUPURES, SANS
MODIFICATIONS, SANS INTERPRÉTATION QUELLE QU'ELLE SOIT.
SI LES CIRCONSTANCES EXIGENT QU'IL EN SOIT AUTREMENT — CELA
SE PEUT CONCEVOIR — L'ANNONCE EN SERA FAITE EXPRESSÉMENT
CHAQUE FOIS.**

En juin 1936, après la victoire électorale du front populaire, un coup d'État communiste fut évité de justesse. En effet, dans la nuit du 11 au 12 juin l'ordre d'insurrection fut décidé puis reculé d'heure en heure et finalement remis à une date ultérieure (voir la brochure de Jacques Bardoux, *J'accuse Moscou*, Paris, Flammarion).

Il semble qu'au dernier moment les communistes aient manqué d'audace. La situation en France, coïncidant avec un immense mouvement d'occupation d'usines, était nettement révolutionnaire : partout le drapeau rouge flottait. Des émeutes éclataient journellement et les partis de l'ordre n'étaient certainement pas en mesure de subir l'assaut communiste. Les ligues de droite, dissoutes sous le ministère Sarraut, complètement désorganisées, étaient, en fait, réduites à l'impuissance par toutes sortes de mesures gouvernementales et policières allant jusqu'à l'achat de certains chefs, ainsi que l'ont révélé les débats du procès Pozzo-La Rocque.

Par contre, les éléments communistes disposaient d'armements clandestins, de grosses sommes d'argent et d'un plan d'insurrection armée soigneusement mis au point. Pour une raison ou pour une autre la date de l'insurrection fut reportée en octobre.

Sur ces entrefaites la guerre d'Espagne éclata. Toute l'activité révolutionnaire, tant française que russe, fut aussitôt orientée de ce côté : envois de volontaires, d'armes, d'argent, d'agitateurs, etc. La menace communiste fut donc momentanément écartée de la France.

Aujourd'hui elle revient. L'Espagne rouge recule chaque jour devant les armées victorieuses de Franco. Les rouges eux-mêmes ont perdu espoir dans l'issue de la lutte et les éléments révolutionnaires commencent à refluer sur la France, celle-ci devenant, par son gouvernement de front populaire, un des derniers bastions de la révolution mondiale ; c'est donc sur son territoire que la partie décisive va se jouer.

En France, la démocratie s'effondre, mais comme l'a écrit Trotsky :

« L'agonie de la démocratie peut durer beaucoup plus de temps en France que la période préfasciste Brüning-Papen-Schleicher n'a duré en Allemagne, mais elle ne cessera pas pour cela d'être une agonie. La démocratie sera balayée, la question est uniquement de savoir qui la balayera ».

Les éléments de droite commencent à se ressaisir. C'est entre eux et les communistes que la question se tranchera, et elle se tranchera dans la rue le jour fatal où l'insurrection communiste sera déclenchée.

Cette menace est réelle. Les éléments de gauche voudraient nous faire croire qu'il ne s'agit là que d'un mythe, ou d'un épouvantail fasciste. Trop de Français sont enclins à croire que leur patrie ne peut encourir un pareil danger.

Or, des révolutions sanglantes ont éclaté successivement dans tous les pays d'Europe et chaque fois l'on a trouvé des excuses pour expliquer la chose : en Russie, c'était le sang tartare, en Allemagne la brutalité germanique en était seule responsable, en Hongrie les descendants des Huns réglaient un petit compte entre eux, en Italie c'était surtout une question de climat et de soleil, en Autriche la faute revenait à la féodalité qui « asservissait » encore le peuple, en Espagne c'est un effet des ascendances maures... etc., etc... et l'on semble totalement oublier 1793, 1848, 1871.

Aucun pays aujourd'hui n'est à l'abri de ce danger, en France

il est très réel et il devient immédiat. Les communistes, élément dynamique et dirigeant du front populaire, disposent de grandes masses d'adhérents, de puissantes ressources financières, d'armes et de matériel, de techniciens éprouvés, de troupes internationales constituées par les révolutionnaires expulsés de tous les pays (anti-fascistes italiens, juifs-marxistes allemands, frente popular espagnol, etc.), enfin d'un plan d'attaque soigneusement étudié, basé sur 15 années de révolution et bénéficiant des erreurs du passé.

Il a été édité par le parti communiste sous le titre de « *l'Insurrection armée* » un document confidentiel, signé A. Neuberg, et peu répandu, même dans les milieux communistes. C'est un rapport militaire, rédigé par des spécialistes de la guerre civile. Sous sa forme originale il est si volumineux, si technique et si aride qu'il est presque illisible pour un lecteur profane.

Nous en présentons un abrégé ; nous avons suivi pas à pas le document original, laissant de côté les multiples directives techniques pour n'en conserver que le caractère général.

Pas une ligne du texte n'a cependant été modifiée, les passages les plus importants ont été imprimés en caractères gras. Pour plus de clarté nous avons seulement changé quelques sous-titres et ajouté quelques notes de bas de page. Ces dernières sont signées « L.-P. »

L. P.

INTRODUCTION

DU DOCUMENT NEUBERG

L'insurrection armée est la forme la plus haute de la lutte politique du prolétariat.

La condition essentielle de sa victoire est que les éléments décisifs du prolétariat soient prêts à soutenir une lutte armée et implacable, pour renverser le pouvoir politique des classes dominantes. C'est encore l'existence d'un grand parti communiste, idéologiquement et organiquement bien cohérent, armé de la théorie léniniste et apte à conduire la lutte des masses.

« L'insurrection est un art tout comme la guerre », et comme les autres arts elle est subordonnée à certaines règles dont l'oubli conduit à sa perte le parti qui s'est rendu coupable de ne pas les observer.

Le fondement sur lequel doit être basée l'étude de la tactique de l'insurrection est l'expérience historique, en particulier l'expérience des luttes armées du prolétariat au cours de ces dernières décades. Seule une étude complète des insurrections qui ont eu lieu pendant ces derniers temps dans toutes les parties du monde donnera la clef des principaux facteurs de cet art original. Seule l'étude de la riche expérience fournie par les luttes armées du prolétariat nous permettra de pénétrer les principes essentiels de la tactique et de la stratégie des insurrections et d'éviter les erreurs à l'avenir.

L'étude de l'expérience des insurrections et de la tactique de la lutte armée en général est impossible sans une bonne connais-

sance des travaux de Lénine, qui est le stratège et le tacticien génial de la lutte armée du prolétariat, et a laissé après lui une riche expérience systématisée de cette lutte.

L'influence du facteur militaire est immense dans la révolution. « La force seule peut résoudre les grands problèmes historiques, or, la force organisée, dans la lutte contemporaine, c'est l'organisation militaire ».

Tout communiste pendant la révolution est un soldat de la guerre civile et un dirigeant de la lutte armée des masses. En préparant chaque jour intensivement et minutieusement la mobilisation révolutionnaire des travailleurs, en les éduquant pour renverser la domination de l'impérialisme, les communistes de tous les pays doivent, dès aujourd'hui, dans une situation qui n'est pas immédiatement révolutionnaire, se préparer sérieusement à leur rôle de directeurs de l'insurrection future du prolétariat.

« Souvenons-nous que le temps approche de la lutte de masses. Ce sera l'insurrection armée. Le parti du prolétariat conscient doit remplir son devoir dans ce grand combat ! ».

I

Préparation de L'Insurrection

NÉCESSITÉ DE L'INSURRECTION ARMÉE DANS LE MARXISME

L'insurrection armée, comme une des formes de la lutte de classe du prolétariat, est au centre du système de Marx et d'Engels. La nécessité absolue, la fatalité de l'emploi par le prolétariat de cette forme, à un stade historique déterminé de l'évolution de la lutte de classe dans une nation donnée, découlent immédiatement de toute la conception marxiste du développement des formes sociales, du rôle révolutionnaire de la violence dans l'histoire, du rôle de l'État comme instrument de la domination d'une classe, et enfin de la dictature du prolétariat. Nier la nécessité et la fatalité de l'insurrection armée et en général de la lutte armée du prolétariat contre les classes dominantes, c'est obligatoirement nier la lutte de classe dans son ensemble, nier la dictature du prolétariat et en même temps altérer les fondements mêmes du marxisme révolutionnaire, le ravalier à une doctrine répugnante de non-résistance.

Ne pas reconnaître la dictature du prolétariat comme la seule transition possible du capitalisme au socialisme, c'est pratiquement ne pas admettre la révolution prolétarienne en général.

D'autre part l'histoire et la faillite idéologique honteuse de la II^e Internationale, et en particulier de la social-démocratie allemande, l'attitude de cette dernière dans ces questions fondamentales (l'État, la dictature, l'insurrection) du socialisme scientifique ont confirmé de façon catégorique, et dans la pratique, le bien-fondé des propositions de Marx et d'Engels justifiées et complétées par Lénine sur la base des faits historiques nouveaux.

Tandis que, pour Marx, « la force a toujours été dans l'histoire l'accoucheuse de l'ancien régime gros d'un nouveau régime » ; tandis qu' « entre la société capitaliste et la société communiste se trouve la période de transformation révolutionnaire de la première en la seconde... et que l'État de cette période ne peut être que la dictature révolutionnaire du prolétariat (1) » ; « tandis que la révolution est un acte dans lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre à l'aide de fusils, baïonnettes et canons... et où le parti vainqueur est nécessairement obligé de maintenir sa domination par la peur que ses armes inspirent aux réactionnaires » (2) ; tandis que, d'après Marx, « le prolétariat, en renversant par la force la bourgeoisie, pose les fondements de sa domination (3) » et qu' « en particulier la Commune a prouvé que la classe ouvrière ne peut pas purement et simplement s'emparer de la machine de l'État et la mettre en marche pour ses propres fins » (4) mais doit « la briser, ce qui est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent (5) », la social-démocratie allemande a toujours défendu et défend encore cette proposition, que le passage du régime capitaliste au régime socialiste s'accomplira par voie pacifique, sans effusion de sang, sans détruire l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, sans instituer la dictature du Prolétariat (6).

(1) KARL MARX, *Critique du programme de Gotha*.

(2) ENGELS.

(3) MARX et ENGELS, *Manifeste du Parti communiste*.

(4) MARX et ENGELS, *Préface du Manifeste du Parti communiste*. Édition de 1872.

(5) MARX, *Lettres à Kugelmann*, p. 162. Ed. Soc. Int., Paris.

(6) C'est là ce qui distingue les II^e et III^e internationales : le but est le même, la tactique seule diffère, évolution plus ou moins graduelle d'un côté, insurrection armée de l'autre (L. P.)

UN GOUVERNEMENT SOCIALISTE DOIT ÉPOUVANTER LA BOURGEOISIE

A ce sujet il est intéressant de citer encore un passage peu connu de Marx, mettant en relief ses idées sur la violence et la dictature deux années seulement avant sa mort. Dans une lettre au social-démocrate hollandais Domela Nieuwenhuys, Marx écrivait le 22 février 1881 :

Un gouvernement socialiste ne peut se mettre à la tête d'un pays s'il n'existe pas des conditions suffisantes pour qu'il puisse prendre aussitôt les mesures voulues et épouvanter la bourgeoisie de façon à gagner les premières conditions d'une politique conséquente (1).

Croire effrayer la bourgeoisie par d'autres moyens que la violence est une illusion qui ne peut profiter qu'à la contre-révolution.

De ce qui vient d'être dit, il résulte que la social-démocratie allemande, et à sa suite toute la II^e Internationale, dans les problèmes fondamentaux du marxisme, n'ont jamais été véritablement et jusqu'au bout marxistes. La genèse du réformisme, la chute idéologique honteuse de la social-démocratie allemande ont commencé dès l'époque de Gotha et d'Erfurt, dès la falsification des travaux de Marx et d'Engels sur la dictature, la lutte armée du prolétariat et la lutte de classe en général, problèmes décisifs qui font le départ entre les véritables révolutionnaires et tout ce

(1) MARX, *Lettre à Domela Nieuwenhuys*, du 22 février 1881, dans la *Pravda* du 14 mars 1928. (Souligné par nous.)

qui est étranger à la révolution. C'est à ce propos que Lénine disait :

La lutte de classe est l'essentiel dans la doctrine de Marx. On l'écrit et on le dit, du moins, très souvent. Mais... borner le marxisme à la lutte des classes, c'est le tronquer, le mutiler, le réduire à ce qui est acceptable pour la bourgeoisie. N'est marxiste que celui qui étend l'aveu de la lutte des classes jusqu'à la reconnaissance de la dictature du prolétariat. La différence la plus profonde entre le marxiste et le petit (ou grand) bourgeois ordinaire est là.

En refusant d'admettre les principes de Marx et d'Engels sur la dictature du prolétariat et le rôle de l'État, les social-démocrates allemands n'ont jamais pu seulement poser convenablement dans la théorie (sans parler de la résoudre pratiquement) la question de l'insurrection armée (1).

Si nous nous sommes arrêtés si longuement sur la social-démocratie allemande, c'est qu'elle a été longtemps la directrice morale de la II^e Internationale. Tout ce qui est dit d'elle se rapporte également à tous les partis de cette Internationale.

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, art. « L'État et la Révolution », p. 469-470.

LÉNINE, LE MAÎTRE DE L'INSURRECTION ARMÉE

Lénine n'a pas seulement restauré la théorie marxiste de l'État (voir son livre : *L'État et la Révolution*). Il a étudié et posé pratiquement le problème de la dictature du prolétariat, en en faisant le mot d'ordre de lutte de tout le prolétariat international. Lénine a enrichi le marxisme en découvrant la force concrète de cette dictature : le système soviétique.

En ce qui concerne l'insurrection, déjà en 1902 (voir son ouvrage : *Que faire ?*) Lénine soulignait la nécessité de se préparer à l'insurrection armée imminente. En 1905, les circonstances ayant mûri, il employait toute son autorité à montrer que seule l'insurrection armée, forme la plus aiguë et la plus décisive du combat en temps de révolution, peut finalement conduire le prolétariat à la victoire.

Dressant le bilan de l'insurrection de Moscou de décembre 1905 et attaquant vigoureusement la fameuse phrase de Plékhanov, reprise par tous les opportunistes : « Il ne fallait pas prendre les armes », Lénine critique et enseigne à notre Parti et à tout le prolétariat ce qui suit :

Il fallait avec encore plus de décision, d'énergie et d'esprit offensif prendre les armes ; il fallait expliquer aux masses l'impossibilité de se borner à la grève pacifique et la nécessité d'une lutte armée impitoyable et sans peur. Aujourd'hui, nous devons encore faire la plus large agitation en faveur de l'insurrection armée, sans dissimuler cette question sous aucun « degré préparatoire », sans jeter dessus aucun voile. Dissimuler aux masses la nécessité d'une

guerre acharnée, sanglante et exterminatrice, comme but immédiat de l'attaque future, c'est se tromper soi-même et tromper le peuple (1).

Pendant la révolution d'octobre 1917, Lénine, comme on le sait, fut l'âme de l'insurrection, l'âme de la révolution.

Répondant aux professionnels en fait de falsification du marxisme, c'est-à-dire aux menchéviks et aux socialistes-révolutionnaires qui, en pleine harmonie avec les cadets et autres partis monarchiques et bourgeois, accusaient les bolchéviks de blanquisme (2), Lénine fournit (en 1917) la formule classique du problème de l'insurrection armée et des conditions de son succès :

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*. t. X, art. : « Les leçons de l'insurrection de Moscou ».

(2) Le blanquisme est une doctrine révolutionnaire qui doit sa naissance au communiste révolutionnaire français Auguste Blanqui (1805-1881). La doctrine de Blanqui, sur bien des questions sociales et politiques essentielles, est en contact étroit avec le marxisme moderne, dont il est le précurseur direct. Blanqui était communiste et matérialiste, mais non dialecticien. Il était partisan déclaré de la lutte de classe et de la dictature d'un parti prolétarien centralisé. Blanqui croyait fermement au rôle créateur de la violence dans le processus historique.

Blanqui était « un révolutionnaire de l'ancienne génération », dit Engels. Paul Frœlich (voir son brillant article sur le blanquisme dans la revue *l'Internationale communiste*, 1925, n° 12) montre l'exactitude de cette définition et ajoute : « C'est l'expression la plus vive, le représentant classique de l'époque des révolutions faisant la transition entre l'époque bourgeoise et l'époque prolétarienne, du moment où le porte-parole conscient de la révolution était encore la bourgeoisie mais était déjà aussi le prolétariat. En qualité de représentant de cette époque, à la fois par son origine et par son activité, il sert de chaînon intermédiaire entre le jacobinisme et le communisme moderne. » Frœlich a absolument raison.

La tactique de Blanqui consistait à exécuter la révolution, à percer une brèche dans le régime bourgeois, à s'emparer au bon moment du pouvoir, à l'aide d'une organisation armée, secrète, fortement organisée et centralisée, et à entraîner ensuite le prolétariat. Blanqui ne comprenait pas et ne pouvait pas comprendre la nécessité de certaines conditions pour que l'insurrection soit victorieuse. Les tentatives d'insurrection montées par lui-même et par ses disciples ont toutes échoué. Le prolétariat, représenté par Blanqui, n'avait

Pour être couronnée de succès, l'insurrection doit reposer, non sur un complot, non sur un parti, mais sur la classe avancée. C'est là le premier point. L'insurrection doit s'appuyer sur la poussée révolutionnaire du peuple. Voilà le deuxième point. L'insurrection doit éclater à l'apogée de la révolution ascendante, c'est-à-dire au moment où l'activité de l'avant-garde du peuple est la plus grande, où les hésitations des ennemis et des amis faibles, équivoques et indécis de la révolution sont le plus fortes. C'est le troisième point. C'est en posant, à propos de l'insurrection, ces trois conditions, que le marxisme se distingue du blanquisme.

Lénine ajoute aussitôt :

Mais du moment que ces conditions sont données, c'est trahir le marxisme et la révolution que de se refuser à considérer l'insurrection comme un art [c'est-à-dire de la préparer politiquement et militairement] (1).

Ici tout est dit au fond, sous forme concise et générale, sur les prémisses d'une insurrection victorieuse.

Dans la brochure *la Faillite de la II^e Internationale*, en 1915, Lénine écrivait à ce sujet ce qui suit :

pas encore pris parfaitement conscience de lui comme classe, ne s'était pas encore suffisamment cristallisé, était encore apparenté à la petite bourgeoisie. Des rapports sociaux insuffisamment mûris donnaient naissance à une théorie insuffisamment mûrie.

Le marxisme-léninisme a hérité du blanquisme la nécessité d'organiser et de préparer la révolution, la nécessité et la fatalité d'une lutte armée implacable contre le pouvoir existant. Mais le marxisme-léninisme n'a pas pu accepter les idées du « révolutionnaire de l'ancienne génération » sur la tactique du complot. A côté de la préparation systématique de la révolution, Marx et Lénine font ressortir la nécessité des prémisses économiques et sociales de l'insurrection (un puissant essor révolutionnaire du prolétariat), sans lesquelles la victoire ne peut se concevoir.

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, art. « Le marxisme et l'insurrection », p. 240-241.

Pour un marxiste, il est certain que nulle révolution n'est possible à défaut de situation révolutionnaire. Toute situation révolutionnaire, du reste, n'aboutit pas à une révolution. Quels sont, en général, les indices d'une situation révolutionnaire ? Nous ne nous tromperons assurément pas en indiquant les trois indices suivants :

1. L'impossibilité pour les classes dominantes de maintenir intégralement leur domination ; une « crise » des milieux dirigeants, crise politique de la classe exerçant le pouvoir, produit une faille dans laquelle pénètrent le mécontentement et l'indignation des classes opprimées. Pour qu'une révolution ait lieu, il est en général insuffisant que « l'on n'accepte plus en bas » ; il faut aussi que l'on ne puisse plus vivre comme par le passé.

2. L'aggravation anormale des privations et des souffrances des classes opprimées.

3. L'augmentation sensible, en raison de ce qui précède, de l'activité des masses, qui « en temps de paix », se laissent paisiblement voler, mais, en temps d'orage, sont incitées par toute la crise, et aussi par les dirigeants, à prendre l'initiative d'une action historique.

A défaut de ces modifications objectives, indépendantes de la volonté des groupes isolés et des partis, comme des classes, une révolution est, en règle générale, impossible. L'ensemble de ces modifications objectives constitue précisément la situation révolutionnaire. Il y eut une situation de cet ordre en Russie en 1905 et dans tous les pays d'Occident, pendant l'ère des révolutions ; mais il y en eut une, aussi, en 1859-1860, en Allemagne, et en 1879-80 en Russie, quoiqu'il n'y ait pas eu alors de révolution. Pourquoi ? Parce que toute situation révolutionnaire n'engendre pas nécessairement une révolution ; parce que celle-ci ne s'accomplit que lorsque s'ajoute aux facteurs énumérés le facteur subjectif : c'est-à-dire l'aptitude de la classe révolutionnaire à l'action révolutionnaire, l'aptitude des masses assez fortes pour briser ou ébranler l'ancien gouvernement, lequel, même à l'apogée des crises, ne « tombera pas si on ne le fait pas tomber » (1).

(1) LÉNINE et ZINOVIEV, *Contre le courant*, t. I, p. 148-149. Bureau d'Édition, Paris.

LA DATE DE L'INSURRECTION

C'est une chose de définir théoriquement les conditions indispensables en présence desquelles est possible le succès de l'insurrection ; c'en est une autre, absolument différente et beaucoup plus compliquée, d'apprécier pratiquement le degré de maturité de la situation révolutionnaire et par suite de décider la question du début de l'insurrection. Ce problème de la date de l'insurrection est d'une importance exceptionnelle.

L'expérience prouve qu'il n'est pas toujours possible de le résoudre comme les circonstances l'exigent. Il arrive fréquemment que, sous l'influence de l'impatience révolutionnaire, de la terreur et de la provocation des classes dirigeantes, le degré de maturité d'une situation révolutionnaire soit exagéré et que l'insurrection échoue. Ou bien, au contraire, on sous-estime une situation qui exige du Parti du prolétariat des actions décisives et on laisse ainsi échapper le moment favorable à l'organisation d'une insurrection victorieuse (1).

A titre d'illustration, nous citerons quelques exemples historiques.

Le 14 août 1870, les blanquistes organisent une insurrection à Paris. Les masses ne soutiennent pas les insurgés qui sont écrasés. Trois semaines plus tard, les troupes françaises ayant été battues par les Prussiens à Sedan, tout Paris se soulève le 4 septembre. Lors de l'action des blanquistes, la fermentation était déjà grande

(1) Tel semble bien avoir été le cas pour la France en juin 1936. Ce qui ne veut pas dire que pareille occasion ne se représentera pas. (L. P.).

dans les masses, la désorganisation des classes dirigeantes était un fait acquis. Mais il manquait le choc nécessaire pour mettre en branle les masses. Ce choc, ce fut Sedan. Les blanquistes ne l'avaient pas compris, ils avaient mal choisi la date de l'insurrection, prématurément, et avaient été défaits.

Kaménev, Zinoviev et autres en 1917, lorsque était débattue dans le Parti la question de la prise du pouvoir, estimaient que les circonstances n'étaient pas encore mûres, que les bolchéviks ne garderaient pas le pouvoir, que les masses ne descendraient pas dans la rue, qu'elles n'étaient pas suffisamment révolutionnaires, qu'« il n'y avait rien dans la situation internationale qui obligeât le Parti bolchévik à agir immédiatement, qu'on nuirait plutôt à la cause de la révolution socialiste en Occident si on se laissait massacrer », que nous étions isolés tandis que la bourgeoisie était encore assez forte, etc., enfin qu'il fallait attendre l'Assemblée constituante, qui déciderait du sort de la révolution russe (1).

(1) La première révolution russe éclatait le 8 mars 1917, elle renversait le tsar et mettait à sa place un gouvernement démocratique socialisant, du type du Gouvernement français de front populaire, dans lequel les communistes étaient une petite minorité ; leur influence ne cessa de croître rapidement. En juillet 1917, il y eut un premier soulèvement bolchéviste qui échoua après de sanglantes fusillades dans les rues : c'était la répétition générale avant l'assaut final.

Dans la nuit du 23 octobre eut lieu la session historique du Comité central du parti où, sur l'avis de Lénine, l'insurrection est décidée à la majorité des voix, sauf deux, celles de Zinoviev et de Kaménev qui ne croient pas à la réussite du mouvement.

A cette session avaient pris part : Lénine (Russe), Trotsky (Juif), Sverdloff (Juif), Zinoviev (Juif), Kaménev (Juif), Ouritsky (Juif), Sokolnikoff (Juif), Staline (Géorgien), Djerdjinsky (Polonais), Kollontaï (Russe), Bubnof (Russe), Lomof (Russe).

(Voir « La mystérieuse Internationale Juive » de Léon de Ponçins. Paris, Beauchesne 1936.)

Le 7 novembre l'insurrection armée prenait définitivement le pouvoir en Russie. Dans son livre « La technique du coup d'État », Malaparte a montré comment une infime minorité avait réussi à s'emparer de la Russie grâce à un plan d'attaque minutieusement établi. (L. P.).

Par bonheur, Zinoviev et Kaménev n'avaient pas d'appuis dans le Parti. Mais il est facile de se figurer ce qui serait arrivé si ces camarades, membres du Comité central, avaient eu pour eux, sinon la majorité du Parti, du moins une fraction plus ou moins importante et avaient prolongé la discussion sur la prise du pouvoir. Les circonstances pouvaient se modifier au détriment du prolétariat révolutionnaire, car il n'est pas, en général, de situation sans issue pour les classes dirigeantes. Le moment favorable aurait pu être perdu, et par suite la prise du pouvoir reculée pour longtemps. Il est certain que, si le Parti avait adopté la position de Zinoviev et de Kaménev, la crise révolutionnaire de 1917 aurait pu aboutir à une impasse, tout comme la crise révolutionnaire d'Allemagne en 1918. Il n'y aurait pas eu de parti considérant comme un devoir de prendre la responsabilité d'organiser un véritable gouvernement prolétarien.

La position de Zinoviev et Kaménev en 1917 est un exemple typique de la façon dont quelquefois peut être perdue une révolution.

En juillet la partie révolutionnaire du prolétariat de Pétrograd brûlait d'intervenir et intervint en effet pour renverser le gouvernement provisoire. Le Parti bolchévick, Lénine en tête, prévint les masses : « C'est encore trop tôt. » Les journées du 3 au 5 juillet se terminèrent par un échec. En septembre-octobre, au contraire, Lénine, malgré de grands désaccords au Comité central du Parti bolchévik sur la prise du pouvoir, ne cessait de répéter : « Aujourd'hui ou jamais ! la révolution est en danger de mort ! » et en même temps il donnait toutes sortes de directives de caractères politique, militaire et pratique pour assurer le succès de l'insurrection.

Un exemple négatif au contraire de la fixation de la date de l'insurrection est celui de l'action de mars 1921 en Allemagne, ou plus exactement la tactique du Parti communiste allemand à l'égard de cette action de mars. L'action de mars était théoriquement justifiée par une certaine théorie de l'offensive (1), qui fut

(1) Certains « théoriciens » du communisme allemand lancèrent à cette

condamnée par le III^e congrès de l'I. C. (Internationale communiste) et que Lénine caractérisa comme une théorie de putsch.

Le Comité central du P. C. A. (Parti communiste allemand) avait surestimé le caractère révolutionnaire de la situation, il n'avait pas compris que « des dizaines de millions d'hommes ne font pas la révolution sur le simple conseil d'un parti », qu' « avec une avant-garde seule on ne peut pas remporter la victoire ». Le Parti communiste avait oublié que le prolétariat allemand, dans son ensemble, ayant subi tant de lourdes défaites et réduit depuis les journées de mars 1920 à la défensive, ne pouvait, sans préparation politique préalable, répondre assez activement au mot d'ordre de grève générale et d'insurrection lancé par le Parti, c'est-à-dire à un appel à des actions de masses décisives pour la prise du pouvoir. La transition était trop brusque. L'avant-garde, avec un petit détachement de la classe ouvrière, se rua au combat décisif sans savoir aucunement si elle serait soutenue par le gros de la classe ouvrière de tout le pays ou si son initiative resterait isolée.

Ici, la date de l'action décisive avait été fixée à faux par le Comité central du Parti communiste d'Allemagne, l'appel à l'offensive générale était prématuré.

Naturellement, si le moment de l'insurrection n'a pas été bien choisi, il ne s'ensuit nullement que nous devons condamner l'insurrection de mars. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de trouver les causes de la défaite. A l'insurrection de mars ont pris part les masses ouvrières de certaines régions de l'Allemagne centrale. Elles ont combattu la police et la troupe. Dès lors, il n'est pas possible de condamner cette insurrection, car il faudrait n'être pas

époque la « théorie de l'offensive », c'est-à-dire la théorie de l'assaut révolutionnaire. Ils raisonnaient ainsi : puisque la guerre impérialiste de 1914-18 et la révolution d'octobre ont ouvert l'époque des révolutions prolétariennes, la seule tactique juste de l'I. C. doit être celle de l'assaut révolutionnaire pour renverser la bourgeoisie. Ces « théoriciens » ne comptaient pas avec le principe léniniste, que le capitalisme, à l'époque de sa décomposition, est encore capable de sursauts temporaires, pendant lesquels la tactique de l'assaut révolutionnaire doit être remplacée par une autre plus convenable et non moins révolutionnaire d'ailleurs.

révolutionnaire pour condamner une lutte des masses uniquement parce que son issue n'a pas été celle qu'on voulait. Mais nous devons en même temps critiquer le rôle et la conduite de la direction dans cet événement, et ne pas couvrir ses fautes si elle en a commis.

En parlant du choix du moment, on doit s'arrêter également sur l'insurrection de Reval du 1^{er} décembre 1924 : 230 à 250 personnes seulement y ont pris part. Il n'y a pas eu, comme nous le verrons plus tard dans l'examen détaillé de cette insurrection, de grandes actions de masses du prolétariat ni à la veille du mouvement, ni pendant, ni après. Le Parti agissait seul avec une troupe insignifiante de révolutionnaires, dans l'espoir de porter un premier coup sensible aux forces gouvernementales, et d'entraîner ensuite les masses prolétariennes qui achèveraient l'insurrection. Mais les insurgés, à cause de leur petit nombre, furent écrasés avant que les masses eussent pu entrer en action.

Enfin, la seconde insurrection de Changhaï du 21 février 1927 n'est pas sans intérêt du point de vue de la fixation de la date de l'insurrection. Elle fut déclenchée au moment où la grève générale était déjà sur son déclin et où la moitié des grévistes, sous l'influence de la terreur gouvernementale, avaient déjà repris le travail. Deux jours avant, le mouvement révolutionnaire du prolétariat de Changhaï était à son apogée : 300.000 ouvriers environ faisaient grève. Pourtant, le Parti, faute d'organisation technique, reculait la date de l'insurrection. Deux jours furent perdus en préparatifs. Pendant ce temps, la situation générale changea dans un sens contraire au prolétariat. L'insurrection, pour cette raison, ne pouvait pas aboutir.

L'exemple de la seconde insurrection de Changhaï montre que parfois un jour ou deux peuvent avoir une importance décisive.

Après ce qui vient d'être dit sur le choix du moment, nous n'avons pas à nous arrêter sur la question qui, en son temps (en 1905, avant l'insurrection de décembre), a été un sujet de discussions entre Lénine et la nouvelle Iskra, en particulier Martynov, à savoir : l'insurrection peut-elle être fixée à une date

déterminée ? Comme on le sait, l'insurrection de Pétrograd en 1917 avait été fixée au 7 novembre, lors de l'ouverture du II^e congrès des Soviets ; nombre d'insurrections prolétariennes dans d'autres pays ont été fixées à des dates précises et exécutées selon un plan. Sans doute, il est impossible d'ordonner à date fixe la révolution ou un mouvement ouvrier. « Mais fixer la date de l'insurrection, si nous l'avons réellement préparée et si la révolution déjà accomplie dans les rapports sociaux la rend possible, est chose parfaitement réalisable... La date de l'insurrection peut être fixée si ceux qui la fixent ont de l'influence sur les masses et savent apprécier le moment avec justesse (1). »

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. VII, art. « Deux tactiques », pp. 141-142.

L'INSURRECTION EST UN ART QUI DEMANDE UNE PRÉPARATION SYSTÉMATIQUE

L'insurrection, au sens large du mot, n'est naturellement pas une opération purement militaire ; elle est au fond et avant tout un puissant mouvement révolutionnaire, un puissant élan des masses prolétariennes contre les classes dominantes, ou du moins de la fraction active de ces masses, même si numériquement elle ne constitue que la minorité du prolétariat. « La situation révolutionnaire la plus favorable par elle-même ne suffit pas à assurer la victoire de la révolution. L'insurrection doit être organisée par un parti. Le pouvoir ne viendra pas de lui-même, il faut le prendre. L'ancien gouvernement, même en temps de crise, ne tombera pas si on ne le fait pas tomber. » (Lénine.)

C'est dans ce sens que Lénine écrivait, dans : « Le marxisme et l'insurrection », après l'exposé des conditions politiques garantissant le succès de l'insurrection :

Pour traiter l'insurrection en marxistes, c'est-à-dire pour la traiter comme un art, nous devons en même temps, sans perdre une minute, organiser un quartier général des détachements insurrectionnels, répartir les forces, mettre les régiments fidèles sur les points les plus importants, cerner le théâtre Alexandra, occuper la forteresse Pierre et Paul, arrêter le grand état-major et le gouvernement, envoyer contre les junkers et la « division sauvage » des détachements capables de se sacrifier plutôt que de laisser pénétrer l'ennemi dans le centre de la ville, mobiliser les ouvriers armés, les appeler à une dernière bataille acharnée, occuper simultanément

le télégraphe et le téléphone, installer notre Quartier Général insurrectionnel non loin de là, à la centrale téléphonique, le relier par le téléphone à toutes les usines, à tous les régiments, à tous les points où se déroulera la lutte armée (1).

Lénine n'était pas seulement le grand stratège de la révolution, il comprenait mieux que personne la thèse de Marx, si riche de contenu : « l'insurrection est un art », et il a su l'appliquer de main de maître à la lutte pratique pour le pouvoir. C'est seulement en appréciant justement le moment de l'insurrection et en traitant cette dernière comme un art, c'est-à-dire en appliquant toutes les mesures politiques, techniques et tactiques nécessaires, que la révolution d'octobre a été rendue possible.

Si on n'examine que le côté militaire de l'insurrection, il est clair que, comme toute opération militaire, elle ne saurait être improvisée, mais réclame au contraire une préparation prolongée, systématique et complète, longtemps avant la date fixée. Si on ne considère pas l'insurrection comme un art, si on ne la prépare pas systématiquement et opiniâtrement sous tous les aspects et du point de vue purement militaire, il est absolument impossible qu'elle réussisse, même si la situation politique générale est favorable à la prise du pouvoir par le prolétariat. C'est là un principe qui vaut pour tous les pays, et en particulier pour ceux où la bourgeoisie, grâce à une domination prolongée, a su constituer un appareil gouvernemental souple et puissant. Donc, même en partant de considérations purement militaires, sans parler des autres facteurs politiques plus importants, il importe au plus haut point que le Parti décide en temps utile la question : s'orienter sur la préparation immédiate de l'insurrection, ou bien continuer à mobiliser les masses dans la lutte pour les revendications quotidiennes de la classe ouvrière ? (2)

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXI, art. « Le marxisme et l'insurrection », p. 245.

(2) Le mot d'ordre actuel du Parti communiste en France est : pas de manifestations extérieures tapageuses mais intensification de la préparation

Le Parti doit être en état, par une bonne analyse de la situation du pays, par une liaison étroite et directe avec les masses, par la connaissance de la situation de l'adversaire et de la direction de sa politique intérieure et extérieure, de prévoir en temps utile l'approche d'une situation révolutionnaire et d'orienter assez tôt tout son travail politique et son organisation vers la préparation immédiate de l'insurrection.

Une des causes de la défaite de la révolution allemande en 1923 est que le Parti communiste allemand s'était trop tard orienté vers la préparation immédiate de l'insurrection. L'approche d'une situation immédiatement révolutionnaire aurait certainement pu, avec une direction bolchévik dans le Parti, être prévue dès le moment de l'occupation (ou du moins immédiatement après) du Rhin et de la Ruhr par les troupes françaises. C'est à ce moment que commença en Allemagne une profonde crise économique et politique. C'est à ce moment que, dans certaines régions (Saxe, Halle, Mersebourg, etc.), commencèrent à se former sur l'initiative des ouvriers eux-mêmes les centuries prolétariennes de combat. Et pourtant le Comité central du Parti communiste ne s'orienta vers l'armement des ouvriers et vers l'insurrection que lors de la grève générale de trois jours du début d'août, qui renversa le gouvernement de Cuno (nationaliste). On avait perdu beaucoup de temps : les centuries prolétariennes se formaient sans cadres ni direction convenables, elles n'avaient pas su se procurer suffisamment d'armes, le travail dans l'armée et dans la police avait été mené très insuffisamment, et tout cela, de concert avec les autres causes (1), ne pouvait pas ne pas influencer sur l'issue de la crise révolutionnaire de l'automne 1923.

secrète de l'insurrection. C'est donc vers la première de ces deux alternatives que le parti s'est orienté depuis quelques mois (L. P.).

(1) Nous ne disons rien ici des erreurs opportunistes du Comité central du P. C. allemand dans toute sorte de questions qui ont joué un rôle essentiel dans la défaite de la révolution de 1923, et dont il a été traité en détail au V^e congrès de l'I. C. Nous n'avons en vue que certains facteurs de caractère politique et militaire.

La révolution prolétarienne ne suit pas une ligne droite. Elle progresse à travers des montées et des victoires partielles, des reflux et des défaites temporaires. La victoire définitive de la révolution n'est pas concevable sans ces montées et ces descentes sur la longue route de son développement. Le prolétariat s'endurcit dans cette lutte révolutionnaire prolongée, apprend à connaître ses propres forces, les forces et la politique de l'ennemi, arrive grâce à cette expérience à se former une politique et une tactique à lui, accumule les leçons de l'histoire et marche au combat avec une nouvelle énergie pour réaliser ses objectifs de classe. En ce sens, les défaites temporaires subies par le prolétariat ne doivent pas être considérées seulement comme des défaites. Chacune d'entre elles contient les éléments d'une victoire fatale à venir. Engels a dit quelque part : « Les armées battues sont à bonne école. » Ces paroles admirables sont applicables davantage encore aux armées révolutionnaires, recrutées parmi les classes avancées (Lénine). Sans la répétition générale de 1905, on ne pourrait pas concevoir la victoire du prolétariat russe en octobre 1917. C'est bien sur ce terrain qu'il faut placer la question des insurrections non plus générales, mais partielles, de la lutte partielle (non universelle) du prolétariat et des paysans opprimés contre les classes dominantes (1).

Ce combat, embrassant d'assez longs intervalles de temps, ne peut être conçu comme une victoire continuelle sans succès ni défaites partielles. Il arrive fréquemment que le prolétariat intervienne les armes à la main contre le pouvoir, sans avoir des chances de victoires décisives, et que, par là, il oblige les classes dirigeantes à satisfaire telle ou telle de ses revendications. Il n'est pas permis de penser que l'intervention armée du prolétariat ne soit admis-

(1) Citons comme exemple historique deux défaites momentanées qui ne furent que des étapes dans la prise définitive du pouvoir : L'insurrection communiste de juillet 1917 à Pétrograd et la révolte des Asturies d'octobre 1934 en Espagne. A une échelle plus petite les émeutes, comme celle de Clichy à Paris en avril 1937, peuvent entrer dans la même catégorie ; c'est une répétition partielle avant l'attaque finale (L. P.).

sible qu'avec une garantie parfaite de victoire. C'est une illusion. L'insurrection armée est une opération « qui s'appuie sur les principes de l'art militaire », et, comme telle (comme toute opération), elle ne peut pas avoir une garantie absolue de succès. Des échecs, à cause de telle ou telle circonstance même d'ordre purement subjectif (le prolétariat n'a pas toujours et n'aura pas toujours des dirigeants en nombre suffisant ou suffisamment préparés techniquement et militairement) sont toujours possibles et même inévitables.

Marx écrivait à Kugelmann, qui, à propos de la Commune de Paris, s'était permis d'exprimer quelques doutes sur le peu de chances qu'avaient les Parisiens :

« Faire l'histoire serait évidemment bien commode, si on n'entreprenait la lutte qu'avec des chances de victoire absolument certaines.

« Les canailles bourgeoises de Versailles avaient posé aux Parisiens cette alternative : ou bien relever le défi, ou bien se rendre sans combat. La démoralisation de la classe ouvrière, dans ce dernier cas, aurait été un malheur bien plus grand que la perte d'autant de leaders que vous voudrez » (1).

A notre époque aussi, est-ce qu'il ne peut pas se produire et ne se produit-il pas en effet des cas où le prolétariat d'un pays ou d'un centre industriel, sans avoir de chances de victoire, est obligé néanmoins par telles ou telles conditions, et en particulier par les provocations des classes dirigeantes, de s'engager dans une lutte armée ? Est-ce qu'on n'a pas vu des exemples d'insurrection spontanée (par exemple à Cracovie en 1923, à Vienne en 1927, etc.) où le prolétariat, sans penser à l'issue du combat, prend les armes et entre en lice ? Le parti prolétarien pourra-t-il se refuser à participer à la lutte des masses, se refuser à la conduire, la condamner ou rester neutre ? Un tel parti cesserait d'être le parti du prolétariat et mériterait de voir les masses se détourner de lui avec mépris.

(1) *Lettres de Marx à Kugelmann*, citation de Lénine.

Le Parti communiste prend la part la plus ardente à n'importe quelle lutte des masses, à n'importe quelle lutte armée, se met à leur tête, les conduit indépendamment des conditions dans lesquelles cette lutte a lieu, qu'elle ait 100 % de chances de victoire ou qu'elle n'en ait aucune. Le Parti, comme avant-garde de la classe, est obligé de décider de l'utilité ou de l'inutilité de l'action avant le début du combat, et de faire en conséquence son agitation dans les masses. Mais après que la lutte armée est engagée, il ne doit plus avoir aucune hésitation sur ce qu'il doit faire, la soutenir, la diriger ou non. Le Parti doit agir dans ces cas-là comme l'ont fait Marx pendant la Commune de Paris et Lénine pendant les journées de juillet à Pétrograd. Dès septembre 1879, Marx prévenait les Parisiens contre l'insurrection, qu'il jugeait une folie ; mais, l'insurrection une fois éclatée il se rangea aux côtés des insurgés. Pendant la lutte du prolétariat parisien, Marx écrivait :

Quoi qu'il advienne de l'insurrection parisienne, si même elle est écrasée par les loups, les cochons et les chiens dégoûtants de l'ancienne société, ce sera le plus glorieux exploit de notre parti depuis l'insurrection de juin (1).

Lénine, comme on sait, était contre l'insurrection de juillet : « Le moment n'est pas venu », prévenait-il, mais après que les masses furent descendues dans la rue, il se trouva avec elles.

Il y a diverses sortes d'insurrections : les insurrections victorieuses, les insurrections de masses, mais aboutissant à un échec, la petite guerre de partisans (petites escarmouches), les insurrections-putsch, c'est-à-dire celles qui sont organisées seulement par un parti ou quelque organisation sans la participation des masses.

L'insurrection, disait Lénine, en 1905, est un grand mot. L'appel à l'insurrection est chose extrêmement sérieuse. Plus un régime social se complique, plus l'organisation du pouvoir est parfaite,

(1) *Lettres de Marx à Kugelmann, citation de Lénine.*

plus la technique militaire est perfectionnée, et plus est impardonnable l'emploi à la légère d'un pareil mot d'ordre.

L'insurrection est un art, au même titre que la guerre, ou n'importe quel autre art, et elle est soumise à certaines règles, dont la négligence entraîne la ruine du Parti qui s'en rend coupable. Ces règles, qui sont des déductions de la nature des partis et des circonstances avec lesquelles on a à compter en pareil cas, sont tellement claires et simples que la courte expérience de 1848 a suffi pour les apprendre aux Allemands. Premièrement, ne jouez jamais avec l'insurrection si vous n'êtes pas décidé à affronter toutes les conséquences de votre jeu. L'insurrection est un calcul avec des grandeurs inconnues dont la valeur peut varier tous les jours ; les forces que vous combattez ont sur vous l'avantage de l'organisation, de la discipline et de l'autorité traditionnelle. Si vous ne pouvez leur opposer des forces supérieures, vous êtes battu, vous êtes perdu. Deuxièmement, une fois entré dans la carrière révolutionnaire, agissez avec la plus grande détermination et prenez l'offensive ; la défensive est la mort de tout soulèvement armé ; il est ruiné avant de s'être mesuré avec l'ennemi. Attaquez vos adversaires à l'improviste, pendant que leurs troupes sont éparpillées ; faites en sorte de remporter tous les jours de nouveaux succès, si petits soient-ils : maintenez l'ascendant moral que vous aura valu le premier soulèvement victorieux ; ralliez autour de vous les éléments qui toujours suivent l'impulsion la plus forte et se rangent toujours du côté le plus sûr, forcez vos ennemis à battre en retraite avant qu'ils aient pu réunir leurs forces contre vous.

Suivant le mot de Danton, le plus grand maître en tactique révolutionnaire connu jusqu'ici : de l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace (1).

En examinant les problèmes de l'insurrection, nous aurons toujours en vue désormais ce remarquable passage de Marx, si riche

(1) MARX, *la Révolution et la contre-révolution en Allemagne* (cité d'après LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXXI, pp. 341-342).

de contenu et de profondeur de pensée, sur lequel se sont guidés Lénine et le Parti bolchévik dans leur tactique de l'insurrection, et qui doit servir de fil directeur à tous les partis communistes dans la préparation et la conduite de la lutte armée pour le pouvoir.

PRÉPARATION DE L'INSURRECTION LE TRAVAIL DE DÉCOMPOSITION DANS L'ARMÉE

L'Internationale communiste (I. C.), dans ses décisions, s'est maintes fois arrêtée sur l'attitude que doit avoir le prolétariat envers l'armée bourgeoise. Mais avec les thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et les tâches des communistes qui ont été adoptées par le VI^e congrès mondial sur le rapport de Bell, le prolétariat révolutionnaire international possède maintenant un programme détaillé et conforme à la doctrine de Marx, d'Engels et de Lénine sur les problèmes de la guerre et de l'attitude du prolétariat en face des diverses catégories de guerres et d'armées dans les diverses phases de la révolution prolétarienne. Ces thèses fournissent une orientation nette à la tactique du Parti et de tout le prolétariat révolutionnaire par rapport aux diverses armées, selon leur caractère (armées basées sur le service militaire obligatoire, armées de milices ou de mercenaires, armées impérialistes, organisations volontaires de la bourgeoisie, armées nationales-démocratiques) et selon les buts de classe qu'elles servent. L'énorme importance de ces thèses réside en ce que les problèmes de la guerre et de l'armée n'y sont pas traités abstraitement, académiquement, mais en relation étroite avec toute la politique et la tactique du parti révolutionnaire dans la préparation et l'organisation de la révolution prolétarienne.

Bien poser la question des rapports du prolétariat et de l'armée, nettement déterminer la ligne tactique à suivre en la matière a une énorme importance de principe et même de pratique. L'armée

est la partie essentielle de l'organisation d'État. De son degré de solidité et de son état général dépend le degré de solidité de l'État tout entier. Du degré de décomposition d'une armée bourgeoise dépendra dans une large mesure la possibilité pour le prolétariat de renverser la bourgeoisie et de briser l'État bourgeois, en présence d'une situation immédiatement révolutionnaire, lorsqu'il faudra poser la question du renversement de la classe bourgeoise sur le terrain actuel de la pratique.

L'histoire de toutes les révolutions montre que, si une armée et une police bien instruites militairement, munies de tous les procédés modernes d'attaque et de défense (mitrailleuses, engins blindés, procédés chimiques, aviation, etc.) avec un bon commandement, soutenues par les détachements fascistes armés, existant aujourd'hui dans chaque pays, se battent effectivement contre la révolution, elles sont capables de rendre singulièrement difficile la victoire de cette dernière, même si toutes les autres conditions sont favorables.

Si la révolution n'entraîne pas les masses et n'embrasse pas l'armée elle-même, il ne peut être question de lutte sérieuse (1).

Sans doute il est certain que, dans les périodes de crise, en présence d'une situation révolutionnaire aiguë, l'armée et la police ne pourront pas se soustraire à l'influence de l'esprit révolutionnaire ambiant. En vertu de leur composition de classe, la fermentation révolutionnaire s'y fera fatalement sentir à tel ou tel degré. Néanmoins, il serait naïf de supposer que le passage ouvert de l'armée ou même de certaines parties de l'armée dans le camp de la révolution soit possible sans une action correspondante du parti révolutionnaire, que le processus de révolution de l'armée et de la police prenne naissance et se développe de lui-même. La fermentation révolution et la contre-révolution seront d'autant plus fortes, les unités isolées passant du côté du prolétariat seront d'au-

(1) LÉNINE, tome X, page 50.

tant plus nombreuses, que le parti révolutionnaire fera parmi elles un travail politique et d'organisation plus intense, aussi bien avant la situation immédiatement révolutionnaire, que, et surtout, pendant cette dernière. Pendant toute l'insurrection, ce travail d'organisation dans l'armée doit être combiné avec les méthodes de lutte physique contre elle.

Absolument dans toutes les insurrections (Changhai, Pétrograd, Moscou, Cracovie, plusieurs insurrections d'Allemagne, Espagne, etc.) le rôle décisif a toujours été joué par l'armée. Du degré de sympathie de l'armée pour la révolution, de la mesure dans laquelle le commandement peut l'employer contre le prolétariat révolutionnaire, de la solution que reçoit le problème de la lutte pour l'armée, dépend bien souvent l'issue même de la révolution, car le passage du pouvoir d'une classe entre les mains d'une autre classe est décidé en fin de compte par la force matérielle. Or, l'armée est l'élément essentiel de cette force.

La situation devient révolutionnaire, dans un pays ou dans un autre, non seulement à la suite d'une guerre (à la suite d'une guerre la chose est inévitable), mais elle peut le devenir et le deviendra sans doute aussi en dépit d'une stabilisation temporaire du capitalisme et en période de « paix ».

L'expérience de ces dernières années — 1919 et 1923 en Allemagne ; 1923 en Bulgarie ; 1924 en Esthonie ; juillet 1927 en Autriche, à Vienne — montre que la guerre civile du prolétariat est provoquée non seulement par les guerres impérialistes de la bourgeoisie, mais aussi par la situation « normale » du capitalisme contemporain qui aggrave au dernier degré la lutte de classe et crée des situations révolutionnaires (1).

Mais de cela ne découle absolument pas la conclusion à laquelle arrivent les éléments de droite de l'I. C., qui prétendent que la

(1) *Thèses et résolutions du VI^e congrès*, p. 126, « Thèse sur la lutte contre la guerre impérialiste et la tâche des communistes ».

révolution ne serait possible qu'à la suite d'une guerre. La conclusion qui en découle, c'est seulement que la préparation de l'insurrection doit se faire à la fois par l'agitation dans l'armée et par la formation de forces armées prolétariennes propres, capables de combattre les armes à la main la fraction non encore décomposée de l'armée régulière. Il ne faut pas oublier qu'au moment de l'insurrection la lutte pour l'armée doit se faire aussi par les armes. Plus sera avancée la décomposition de l'armée bourgeoise, plus seront puissantes les forces armées du prolétariat, et plus la lutte sera aisée pendant l'insurrection elle-même. L'inverse aussi est vrai.

En période de guerre, ce principe conserve toute son importance. Il faut bien se dire que le mot d'ordre de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile restera une simple phrase, si le parti révolutionnaire ne mène pas aussi sérieusement que possible un travail régulier dans l'armée.

Le principe essentiel, pour tout parti révolutionnaire, c'est qu'il doit mener un travail révolutionnaire là où des masses sont concentrées. Les armées et les marines bourgeoises groupent toujours des dizaines et des centaines de milliers de jeunes prolétaires ou paysans, qui ne sont pas moins aptes à recevoir les mots d'ordre et les idées révolutionnaires que les ouvriers des fabriques et certaines catégories de paysans. Etant donné que l'armée, la police et la marine sont les principaux instruments de contrainte, les principaux moyens par lesquels l'Etat bourgeois (et tout autre Etat) combat le prolétariat révolutionnaire, on ne saurait exagérer la nécessité du travail révolutionnaire dans leurs rangs. Un parti qui renonce directement ou indirectement à cette branche essentielle de l'action révolutionnaire s'expose à des conséquences extrêmement fâcheuses pour la révolution. Cette action doit être poursuivie inlassablement par tout le Parti communiste, aussi bien en période d'accumulation des forces révolutionnaires, que, et plus encore, en période d'essor de la révolution. Nous estimons que cette agitation, vu les considérations exposées plus haut, n'est pas moins essentielle que le travail du Parti dans beaucoup d'autres domaines (conquête des classes moyennes, etc., etc.).

Si l'agitation dans l'armée est absente ou insuffisante dans bien des cas, la cause en est qu'elle est extrêmement difficile et entraîne de multiples risques. La chose est surtout vraie pour des armées mercenaires comme l'armée chinoise, et pour certaines armées européennes : Bulgarie, Allemagne, etc. Evidemment, la structure de l'armée, la discipline militaire, l'isolement des soldats par rapport à la population, créent d'énormes difficultés. La bourgeoisie use de terreur à l'égard des partis qui font un travail révolutionnaire dans l'armée. Mais c'est avec d'autant plus d'énergie, de décision et d'opiniâtreté que tout parti communiste doit mener ce travail.

L'objectif essentiel du travail dans l'armée, la marine et la police (ou la gendarmerie), c'est de faire entrer le gros des soldats (marins, policiers) dans le front commun de la lutte de classe du prolétariat ; c'est de faire en sorte que les soldats connaissent les mots d'ordre et les objectifs du Parti communiste et les adoptent.

L'action du Parti et des Jeunesses communistes pour la démoralisation de l'armée et de la marine bourgeoise doit se poursuivre sur deux plans essentiels :

a) A l'intérieur de l'armée et de la flotte ;

b) Par le travail général de l'ensemble du Parti en dehors de l'armée : activité de la fraction parlementaire dans les questions militaires, agitation orale et par la voie de la presse pour populariser dans l'armée tel ou tel mot d'ordre, etc., etc.

Ces deux modes d'action, à l'intérieur de l'armée et hors d'elle, doivent être intimement liés, sous la direction d'un centre unique, le Comité central du Parti.

LE TRAVAIL RÉVOLUTIONNAIRE DANS L'ARMÉE DOIT ÊTRE ILLÉGAL ET SECRET

Le travail révolutionnaire à l'intérieur des armées et des marines bourgeoises doit presque partout être strictement illégal et secret. La bourgeoisie emploie tous ses efforts et toutes ses ressources pour protéger ses forces armées contre toute influence révolutionnaire de nature à les démoraliser, et prend des mesures draconiennes contre les éléments révolutionnaires qui s'y laissent découvrir. Néanmoins, avec l'accentuation de la lutte de classe et en particulier avec l'approche d'une situation immédiatement révolutionnaire (que ce soit en période « pacifique » ou bien en temps de guerre), c'est-à-dire lorsque, entre le prolétariat et les classes dominantes, commence la lutte déclarée pour l'armée, les cadres du travail secret du Parti s'élargissent peu à peu, entraînant dans la lutte révolutionnaire, inspirée par les mots d'ordre communistes, un nombre toujours plus grand de soldats. Dans ces moments-là, le Parti révolutionnaire doit combiner comme il convient les méthodes secrètes à l'intérieur de l'armée avec l'action révolutionnaire de masse pour la conquête de cette dernière.

Une excellente illustration à cet égard est fournie par le travail des bolchéviks dans l'armée dans les différentes phases de la révolution russe. Le Parti bolchévik a poursuivi inlassablement son agitation révolutionnaire clandestine dans l'armée tsariste à partir de 1902 : pendant la révolution de 1905, ce travail avait atteint, dans nombre de garnisons, une envergure qui lui permettait de toucher véritablement les masses ; les bolchéviks ont su combiner

l'action secrète organisée avec l'agitation de masse parmi les troupes. Après la défaite de la révolution de 1905, lorsque le Parti fut obligé par la terreur tsariste de se réfugier dans l'action clandestine pour poursuivre la préparation des masses à de nouveaux combats révolutionnaires, le travail dans l'armée prit un caractère encore plus secret. Cela dura jusqu'à la révolution de février 1917. Aussitôt après le renversement du gouvernement tsariste, le Parti bolchévik n'en déploya pas moins une vaste action de masses dans les troupes. Les méthodes clandestines cédèrent la place au travail légal de décomposition : cellules communistes, comités de soldats, conférences de délégués des soldats, journaux pour soldats, etc., etc. (1).

La véritable orientation léniniste du prolétariat révolutionnaire en face de la guerre impérialiste, c'est la transformation de cette guerre en guerre civile. A l'égard de l'armée, principal facteur de la guerre impérialiste, l'attitude du Parti et de tout le prolétariat révolutionnaire doit tendre à obtenir la décomposition absolue de l'armée impérialiste et le passage des soldats dans le camp du prolétariat. C'est là le but final de toute l'agitation dans l'armée. Il ne pourra être parfaitement obtenu qu'avec la victoire de la révolution prolétarienne. Tant que le pouvoir restera entre les mains de l'État bourgeois, l'armée bourgeoise subsistera comme un des éléments essentiels de cet État. L'objectif du prolétariat est, indépendamment de la situation politique du pays, de décomposer le plus possible et de pénétrer d'idées révolutionnaires l'armée bourgeoise.

Pour gagner l'armée bourgeoise à la révolution et pour l'affaiblir, il faut compter beaucoup sur l'agitation en faveur des revendications partielles, ainsi que sur la lutte révolutionnaire pour la réforme de tel ou tel aspect de la vie militaire de l'État bourgeois.

Voici comment le VI^e congrès de l'I. C. définit les objectifs des communistes en ce qui concerne les revendications partielles en matière militaire :

(1) Ce passage nous fait comprendre le danger de ministres « communistes » comme Pierre Cot à la tête du ministère de l'Air, l'aviation devenant avec les tanks une arme de premier ordre dans la guerre civile. (L. P.).

Tout en combattant pour la révolution et pour le socialisme, nous ne refusons pas de porter les armes. Notre campagne a pour but de démasquer les méthodes employées par la militarisation impérialiste au profit de la bourgeoisie.

A cette militarisation, nous opposons le mot d'ordre : l'armement du prolétariat. En même temps, les communistes doivent présenter et soutenir les revendications partielles des soldats qui, dans la situation concrète donnée, peuvent stimuler la lutte de classe dans l'armée et affermir l'union entre les soldats de provenance prolétarienne ou paysanne et les ouvriers en dehors de l'armée.

A titre d'exemple, nous citerons parmi ces revendications partielles :

a) En ce qui concerne le système de défense :

Licenciement des armées de mercenaires, des unités fondamentales et des cadres ;

Désarmement et licenciement de la gendarmerie et de la police, etc., ainsi que des forces spécialement armées en vue de la guerre civile ;

Désarmement et licenciement des associations fascistes ;

Revendications concrètes concernant l'abolition des conseils de guerre et la réduction du temps du service militaire ;

Application du système territorial (les soldats font leur service dans leur région d'origine) ;

Suppression du séjour obligatoire en caserne ;

Formation de comités de soldats ;

Droit pour les organisations ouvrières d'apprendre à leurs membres le maniement des armes, avec libre choix des instructeurs ;

Pour les armées (mercenaires ou formées de professionnels), il faut en général réclamer non point la réduction du service, mais le droit de quitter le service en tout temps.

b) En ce qui concerne la condition matérielle et juridique des soldats :

Augmentation du prêt ;

Amélioration de la nourriture ;

Formation de commissions d'ordinaire élues par les soldats ;

Suppression des punitions ;

Suppression du salut obligatoire ;

Peines sévères pour les voies de fait commises sur les soldats par les officiers et les sous-officiers ;

Droit de s'habiller en civil en dehors du service ;

Droit de sortir chaque jour de la caserne ;

Congés et augmentation du prêt pendant les congés ;

Droit de se marier, sans autorisation spéciale ;

Allocation aux membres de la famille ;

Droit de s'abonner à n'importe quels journaux ;

Droit de se grouper en syndicats ;

Droit de voter et de fréquenter les réunions politiques.

Le fait que les armées de nombreux pays impérialistes comprennent d'ordinaire une forte proportion de soldats provenant de minorités nationales opprimées, tandis que les cadres appartiennent en totalité ou en grande partie à la nation opprimante, fournit un terrain extrêmement favorable à l'agitation révolutionnaire dans l'armée. Aussi faut-il, parmi les revendications partielles que nous présentons en faveur des soldats, réserver la place qui convient aux revendications nationales : droit de servir au pays natal, de parler la langue maternelle à l'exercice, au commandement (1).

Cette énumération de revendications partielles pourrait sans

(1) *Thèses et résolutions du VI^e congrès*, p. 139-140.

Ce passage fait ressortir l'hypocrisie et la duplicité du parti communiste, parti essentiellement international qui n'hésite pas à soutenir des revendications ultra-nationalistes toutes les fois où cela peut servir ses buts de désordre et de provocation. C'est une tactique du même ordre qui fait dire aux communistes athées et destructeurs de toute religion : catholiques, nous vous tendons la main. (L. P.).

peine être allongée. On n'a mentionné ici que les plus importantes, qui peuvent être présentées en faveur des soldats de la plupart des États capitalistes.

Les porteurs de l'action révolutionnaire à l'intérieur de l'armée et de la marine doivent être (à l'approche de la situation révolutionnaire elles seront légales ou semi-légales) les cellules clandestines de communistes et de jeunesses communistes, ou bien les groupes de soldats révolutionnaires dans les unités où il n'y aura pas de communistes.

La constitution de ces points d'appui dans les unités de base de l'armée et de la flotte (compagnies, escadrons, batteries, parcs d'artillerie, services de l'arrière, états-majors, bâtiments, etc.), exige de chaque parti communiste la plus sérieuse attention. A cet effet, il faut, avant l'appel, dresser la liste de tous les communistes et membres des jeunesses et leur donner des instructions sur leur conduite à l'armée, sur la liaison qu'ils doivent entretenir avec le Parti, etc. Sans la formation d'une solide organisation militaire du Parti dans l'armée et la marine, il ne saurait être question d'action révolutionnaire parmi les soldats et les marins.

Il faut s'occuper davantage encore de l'agitation parmi les troupes et de la formation de cellules communistes dans les régions et garnisons dont l'influence sera prépondérante pour la victoire de la révolution (capitales, grands centres industriels, etc.) c'est-à-dire, partout où le pouvoir devra être pris en premier lieu et où il faudra créer des bases, des foyers pour répandre la révolution sur d'autres territoires. Dans ces régions, le Parti devra envoyer un plus grand nombre de militants et plus de ressources que dans les autres.

Il faut avoir en vue que le succès de l'agitation dans l'armée dépendra dans une large mesure de la composition sociale de chaque unité. Il existe dans toute armée des unités et des services dans lesquels, à cause de leur composition sociale, le Parti ne peut jamais espérer faire entrer des éléments de lutte de classe. Ce sont les écoles d'élèves-officiers, les détachements spéciaux, parfois la cavalerie, qui, dans bien des pays, est recrutée parmi les paysans

aisés, et autres groupements semblables. Ces unités peuvent et doivent être décomposées seulement par la force des armes du prolétariat insurgé. Au contraire, le Parti doit viser avant tout, dans sa propagande militaire, l'artillerie et les armes spéciales, dans lesquelles la proportion des ouvriers parmi les soldats est d'ordinaire plus forte que dans les autres armes. Il en est de même évidemment pour l'infanterie.

Quant à la possibilité de gagner à la révolution les officiers subalternes, l'expérience a montré qu'en temps de paix les espérances sont très limitées. Il va de soi que le Parti ne renoncera jamais et ne doit pas renoncer à utiliser les officiers révolutionnaires pour démoraliser telle ou telle unité. Néanmoins, son action devra viser en général le gros des soldats.

L'organisation militaire communiste dans l'armée n'a pas et ne peut pas avoir de ligne politique à elle, elle n'est qu'une fraction du Parti et doit mettre en pratique la ligne politique générale de ce dernier.

En présence d'une situation immédiatement révolutionnaire, au moment où le Parti invite les masses à se soulever pour s'emparer du pouvoir, l'objectif essentiel des cellules communistes dans l'armée sera de s'opposer formellement au commandement réactionnaire et d'entraîner à leur suite le gros des soldats pour exécuter de concert avec le prolétariat les missions révolutionnaires.

Les autres partis communistes (de France, d'Allemagne, etc.) ont acquis eux aussi, dans ces dernières années, une assez riche expérience de l'agitation dans l'armée et la marine. Malheureusement, pour des raisons bien compréhensibles, cette expérience ne peut pas devenir le patrimoine de tout le prolétariat révolutionnaire (impossibilité, pour des raisons de sécurité, d'imprimer des informations sur le travail illégal du Parti dans l'armée et la flotte). Il faut pourtant souligner que, dans certains pays, ce travail dans l'armée a donné et donne encore des résultats extrêmement appréciables dans les garnisons ou les corps de troupes où il a été sérieusement organisé.

Le travail du Parti dans ces armées nationales démocratiques a une portée colossale. Du degré d'esprit révolutionnaire des armées nationales-démocratiques, du degré d'influence politique et matérielle qu'auront dans leur sein le prolétariat et son avant-garde le Parti communiste, dépendra dans une large mesure la vitesse avec laquelle la révolution démocratique nationale dégénérera en révolution socialiste.

LE TRAVAIL DE DÉCOMPOSITION DANS LES LIGUES NATIONALES ET DANS LA POLICE

Outre le travail dans l'armée et la marine, les partis communistes doivent se proposer de désorganiser les associations volontaires de la bourgeoisie qui se rencontrent aujourd'hui presque partout. Les objectifs essentiels de ces associations, dont l'effectif, en bien des pays, est de beaucoup supérieur à celui des armées régulières de ces pays, sont la mobilisation de l'opinion publique en faveur de la guerre, l'instruction militaire de leurs membres et surtout, comme le montre l'histoire, la défense du régime bourgeois, c'est-à-dire la lutte contre le prolétariat révolutionnaire à l'intérieur du pays (1).

D'une façon générale, les partis communistes doivent réclamer la dissolution des associations volontaires. En même temps qu'une campagne politique sera menée dans ce sens, ils chercheront à les décomposer de l'intérieur.

Le parti révolutionnaire doit aussi poser et résoudre convenablement la question du travail dans la police. De par sa nature sociale, la police est souvent composée dans une large mesure d'éléments prolétariens, et par conséquent une action révolutionnaire parmi les simples policiers est objectivement possible. L'expérience de la révolution d'Allemagne en 1923 en est une preuve. La police de Saxe, de Thuringe et d'autres régions sympathisait en partie

(1) Ce passage nous explique l'insistance et la ténacité avec laquelle les éléments de gauche, soutenus d'ailleurs par la majorité de front populaire, ont combattu et combattent encore en France les ligues nationales. (L. P.).

avec les communistes, et cela, bien que le Parti ne fît presque aucune agitation spéciale dans ses rangs. Certains policiers ont manifesté cette sympathie par des actes. Les cas ne furent pas rares, par exemple, où des policiers avertirent d'avance des communistes de perquisitions, d'arrestations, etc.

La police allemande ne fait pas exception. Le travail révolutionnaire est nécessaire et possible dans la police des autres pays. Vu l'importance de la police comme instrument de contrainte entre les mains des classes dirigeantes, et vu les résultats que peut donner ce travail déjà en temps d'évolution « pacifique », sans parler de l'influence que les dispositions politiques de la police auront en temps de révolution sur la lutte du prolétariat pour le pouvoir, cette branche de travail a une importance qu'on ne saurait exagérer.

L'ARMEMENT DU PROLÉTARIAT

Un des objectifs du parti du prolétariat révolutionnaire dans une situation immédiatement révolutionnaire est la constitution des forces armées du prolétariat, la formation d'une organisation de combat. La nécessité de cette organisation de combat est indiscutable.

L'expérience des insurrections armées qui ont eu lieu dans nombre de pays enseigne que, si excellent que soit le travail du Parti dans l'armée, et en général dans les forces armées de la bourgeoisie, il ne sera jamais possible d'avoir décomposé toute l'armée au moment de l'insurrection ; on ne pourra jamais conquérir toute l'armée à la révolution, ni même la neutraliser entièrement avec les seules méthodes du travail politique dans son sein. Il restera toujours des unités et des groupes fidèles au commandement réactionnaire et qui combattront activement le prolétariat. Dans l'article : « Les leçons de l'insurrection de Moscou », Lénine écrivait en 1906 :

Nous faisons et nous ferons encore avec acharnement la « préparation » idéologique de l'armée. Mais nous serons de misérables pédants si nous oublions qu'au moment de l'insurrection il faudra aussi combattre physiquement pour la conquête de l'armée (1).

Chaque armée aura et a déjà bien des unités éprouvées, recrutées parmi les éléments fidèles à la bourgeoisie (écoles d'officiers et de

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome X, p. 79.

sous-officiers, détachements spéciaux de police ou de l'armée). On peut donc l'affirmer à coup sûr, jamais le prolétariat ne réussira à soustraire complètement l'armée à l'influence des classes dirigeantes, à arracher les soldats hésitants au commandement contre-révolutionnaire pour les entraîner du côté de la révolution. La démoralisation et la neutralisation de ces unités ou organisations ne sont possibles qu'après leur désarmement par les forces du prolétariat. De là la nécessité impérieuse de constituer en temps utile des forces armées suffisantes de la classe ouvrière, capables de s'unir aux unités de l'armée passant dans le camp de la révolution pour anéantir la base militaire de l'ancien régime.

Dans les insurrections à venir, surtout si la situation immédiatement révolutionnaire ne se crée pas à la suite d'une guerre, il arrivera fréquemment que tout le poids des premiers combats décisifs doit être supporté par des détachements de la garde rouge, sans aucun soutien de troupes révolutionnaires.

L'armée révolutionnaire est nécessaire pour mener la lutte armée et pour conduire les masses au combat contre les restes de la force militaire de l'autocratie. L'armée révolutionnaire est indispensable, parce que la force seule peut résoudre les grands problèmes historiques, or l'organisation de la force dans les combats modernes, c'est l'organisation militaire (1).

Selon les pays, la structure de l'organisation de combat du prolétariat varie. Une chose seulement est claire : les détachements de cette organisation de combat doivent se baser sur les masses (usines, fabriques, entreprises, etc.) et être considérables numériquement. Leur structure doit rappeler plus ou moins celle de la garde rouge de Russie, des centuries prolétariennes d'Allemagne en 1923, des équipes de combat de Chine, etc.

Les leçons de Pétrograd, de Moscou, de l'Allemagne en 1923, de Canton, de Changhaï et autres montrent que, dans une période

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome X.

révolutionnaire aiguë, il est relativement facile de mettre sur pied une vaste organisation de combat. D'ordinaire le temps dont on dispose pour cela se chiffre par quelques mois. Mais une formation aussi rapide d'une organisation militaire vraiment apte au combat n'est possible qu'en présence d'un assez grand nombre de cadres suffisamment préparés militairement et politiquement. Sans ces cadres, qui seront le squelette de l'organisation de combat, son commandement, l'organisation militaire n'aura pas grande valeur au point de vue combatif.

A Pétrograd, à Moscou, et dans les autres villes de Russie en 1917, la situation était extrêmement favorable à cet égard. Pour dirigeants et instructeurs, la garde rouge avait des soldats et même fréquemment des officiers communistes. Ces instructeurs, qui pendant les combats d'octobre commandèrent les détachements de la garde rouge, avaient auparavant enseigné aux combattants à se servir de leurs armes, leur avaient appris les principes de la tactique et, en général, de l'art militaire.

Tout différent est le tableau que nous avons observé dans l'Allemagne de 1923. Là il a été organisé en quelques mois environ 250.000 gardes rouges, groupés en centuries prolétariennes. Mais, faute de cadres militairement instruits (toute cette masse de gardes rouges ne possédaient que quelques anciens officiers communistes), parce que les dirigeants ignoraient les éléments de la tactique du combat de rues et de l'insurrection en général, ignoraient l'organisation et la tactique de l'armée gouvernementale, — la valeur militaire de ces centuries laissa beaucoup à désirer. Cela est d'autant plus vrai qu'elles avaient à leur disposition un nombre très limité d'armes.

La tactique de l'insurrection et du combat de rues (toute insurrection dans une ville prend la forme de combats de rues), à cause de divers traits spécifiques dont il sera question bientôt et qui la distinguent de la tactique ordinaire des armées régulières, est extrêmement compliquée. Son étude demande des efforts prolongés et persévérants. Aussi un parti révolutionnaire restant marxiste jusqu'au bout, c'est-à-dire traitant l'insurrection comme un art

et propageant dans la classe ouvrière l'idée du soulèvement armé, doit pratiquement se poser la question de l'éducation des cadres de la future insurrection et lui donner telle ou telle solution. Pour cela, chaque parti prolétarien doit se préparer dès maintenant sans attendre une situation immédiatement révolutionnaire, car alors, il sera trop tard. Il doit s'y préparer, indépendamment de la situation politique présente. Le problème, malgré sa difficulté apparente, n'est d'ailleurs pas insoluble. A côté de l'étude du marxisme-léninisme, la direction du Parti doit organiser aussi celle de l'art militaire, l'étude des leçons des diverses insurrections, principalement de Russie, d'Allemagne et de Chine. Cette étude peut se faire dans les cercles, les écoles (légalles, semi-légales ou illégales, selon les circonstances), en enregistrant les leçons de la lutte armée du prolétariat dans les publications du Parti en étudiant l'art militaire par la pratique (envoi de camarades à l'armée), en formant des organisations militaires légales et illégales (Front rouge en Allemagne, Association révolutionnaire des anciens combattants en France).

L'instruction militaire des masses peut aussi, jusqu'à un certain point, se faire dans diverses organisations légales : sociétés sportives, sociétés de tir, etc. Le Parti communiste, partout où la chose est possible, doit utiliser ces sociétés pour donner une éducation militaire à la jeunesse révolutionnaire.

Un problème difficile à résoudre dans la préparation de l'insurrection, c'est celui des armes. Il a une grande importance politique. Sous la dictature de la bourgeoisie (en temps de « paix »), le prolétariat est généralement privé de la possibilité de s'armer. Et pourtant, malgré les difficultés, ce problème n'est pas insoluble. La situation dans laquelle la prise du pouvoir se présentera comme une question pratique (c'est-à-dire en cas de croissance rapide des dispositions révolutionnaires chez les travailleurs, de grandes oscillations de la petite bourgeoisie et d'affaiblissement de l'appareil gouvernemental bourgeois) permettra au prolétariat, avec une direction convenable dans le Parti, d'acquérir des armes, par achat, en désarmant les ligues fascistes, en s'emparant de certains dépôts,

en en fabriquant (au moins de primitives), et d'armer l'organisation de combat de façon au moins suffisante pour garantir au moment de l'insurrection le succès des entreprises tentées pour s'en procurer d'autres. En élaborant le plan d'insurrection, la direction doit accorder une sérieuse importance à cette question des armes et de l'armement des équipes non armées ou des révolutionnaires prêts au combat (1).

En 1905, dans l'article : « Les objectifs des détachements de l'armée révolutionnaire », Lénine écrivait :

Les détachements doivent s'armer eux-mêmes comme ils pourront (fusils, revolvers, bombes, couteaux, casse-têtes, bâtons, baïonnettes, chiffons imbibés de pétrole pour mettre le feu, cordes ou échelles de corde, pelles pour élever les barricades, capsules de dynamite, fils de fer barbelé, clous contre la cavalerie, etc.). En aucun cas, on ne peut attendre de secours d'en haut ni du dehors, il faut tout se procurer soi-même.

Les instructions de Lénine sur la formation des détachements de l'armée révolutionnaire et la façon de se procurer des armes restent encore en vigueur aujourd'hui.

L'insurrection est conduite par le Parti, chaque membre du Parti est un soldat de la guerre civile. Ce principe oblige chaque communiste à posséder une arme. La chose doit être pratiquée principalement dans les partis des pays où la lutte de classe est la plus vive, et où toutes sortes de conditions spécifiques rendent plus vraisemblable une explosion révolutionnaire .

Dans la désignation et la préparation du commandement des détachements, il faut songer qu'on aura à lui demander pendant le combat beaucoup d'indépendance et d'initiative, l'aptitude à s'orienter dans les conditions complexes du combat de rues, le courage personnel, la capacité de prendre ses responsabilités lors de

(1) Il est certain qu'à l'heure actuelle le parti communiste français dispose de très importants stocks d'armements clandestins. (L. P.).

la solution indépendante des tâches de combat, et enfin un dévouement sans bornes à la cause révolutionnaire.

Le choix du personnel dirigeant de la garde rouge doit tenir compte de ces exigences. Il faut se rappeler que la personne du commandant, dans les combats de rues et au cours de l'insurrection joue un rôle colossal.

II

Tactique de l'Insurrection.

REMARQUES DE CARACTÈRE GÉNÉRAL

L'insurrection armée visant à la destruction de l'appareil gouvernemental et à la prise du pouvoir par le prolétariat prend la forme d'une lutte armée implacable entre la fraction militairement organisée du prolétariat et de ses alliés et la force militaire des classes dominantes. Dans la première période de cette guerre civile déclarée, la lutte se déroulera principalement dans les villes c'est-à-dire revêtira la forme de combats de rue, différant d'ailleurs par leur caractère et leur durée selon les circonstances. De l'issue du combat dans cette période et de la vitesse avec laquelle le prolétariat réussira à mettre sur pied un nombre suffisant d'unités aptes au mandat de son Armée rouge, dépendra dans une très large mesure l'issue de la lutte pour la consolidation et l'extension territoriale de la révolution.

La guerre civile (donc aussi l'insurrection armée), tout comme les opérations des armées régulières, est soumise aux règles de l'art militaire. Néanmoins vu les caractères spécifiques des opérations que comporte l'insurrection, la tactique de la lutte armée du prolétariat pour le pouvoir, c'est-à-dire de la première période de la guerre civile, diffère sensiblement de celle des armées régulières.

Dans le duel entre deux armées régulières, qu'il ait lieu en rase campagne ou à l'intérieur d'une ville, il existe entre elles une certaine ligne de front qui les sépare. La lutte du prolétariat, du moins dans les premiers moments du soulèvement armé, se déroule dans des conditions toutes différentes.

En premier lieu, il n'y a pas une ligne de front déterminée entre

les belligérants. Le front, pour le prolétariat, comme pour les classes dominantes, est tout autour et partout. Amis et ennemis, de part et d'autre, ne sont pas séparés territorialement. D'un côté, le prolétariat révolutionnaire aura fatalement des partisans, cachés ou avoués, dans le camp des classes dirigeantes (dans l'armée, la police, les organisations de toutes sortes placées sous l'influence politique et matérielle des partis des classes dominantes, etc.) ; d'un autre côté, il se trouvera dans les rangs du prolétariat nombre de partisans, cachés ou avoués, de l'ancien régime (l'appareil du Parti social-démocrate, la fraction du prolétariat et de la petite bourgeoisie soumise à l'influence de la social-démocratie, etc.).

En deuxième lieu, au moment de la lutte armée pour le pouvoir, le prolétariat ne possédera pas encore une véritable Armée rouge régulière, organisée et équipée conformément aux exigences du combat moderne. Les détachements de la garde rouge ne sont que l'embryon de la future Armée rouge. L'armée régulière du prolétariat se forme et doit se former au cours de la lutte pour le pouvoir.

FORCES ARMÉES DU PROLÉTARIAT

Le point le plus faible du prolétariat insurgé, avons-nous dit, est le manque d'armes au début des opérations. Rares sont les cas où l'organisation militaire aura pu avant l'insurrection accumuler des réserves suffisantes. L'expérience des insurrections passées montre que l'organisation militaire du prolétariat est souvent incapable, à cause du régime terroriste et de l'absence de ressources pour en acheter, de se procurer avant l'insurrection la quantité nécessaire d'armes et de munitions (Hambourg, Changhaï, Reval, etc.) sans parler d'armer les masses prolétariennes. Les armes sont d'ordinaire acquises au cours de l'insurrection.

Un autre côté faible du prolétariat est que les insurgés, pour la plupart, sauf de rares exceptions (quand, par exemple, la prise du pouvoir se produit en temps de guerre ou immédiatement après une guerre et que le prolétariat a ainsi la possibilité d'apprendre le maniement des armes à l'armée), ne savent pas assez se servir des armes, en particulier des mitrailleuses et de l'artillerie.

Les insurgés sont pour la plupart très impressionnables : de petits échecs temporaires exercent fréquemment sur eux une influence désastreuse, leur moral et leur valeur combative tombent subitement. Au contraire, le succès relève extraordinairement leur courage et leur donne une impulsion nouvelle pour des opérations hardies. Aussi, la poursuite permanente de succès, même peu considérables, est-elle une nécessité impérieuse en temps d'insurrection. Cela se rapporte tout particulièrement à la première période du soulèvement.

D'autre part, les forces armées du prolétariat (organisation de combat) possèdent des qualités combattives extrêmement considérables et précieuses qui leur donnent de grands avantages sur les forces armées de la bourgeoisie. Ce sont : leur conscience d'elles-mêmes, l'intérêt vital qu'elles ont à la victoire de l'insurrection, leur liaison permanente avec les masses laborieuses qui les soutiennent, l'idée que le chaos règne dans les classes dominantes, que le gouvernement est empêtré dans des contradictions insolubles, que le seul moyen de sortir du chaos et d'améliorer la condition matérielle et culturelle, misérable des travailleurs est une lutte implacable contre les exploiters pour instaurer finalement, à l'exemple de l'Union des Soviets, la dictature du prolétariat. De là des conditions favorables au déploiement par chaque combattant du maximum d'initiative, de là l'enthousiasme au combat, la disposition au sacrifice, la possibilité d'ordonner des attaques hardies contre l'ennemi, de mener la lutte de rues soit par gros détachements (100-300-500 hommes), soit par tout petits groupes.

Les insurgés, habitant en permanence la ville, la connaissent admirablement, savent s'orienter, savent les conditions d'existence, etc. Grâce à tout cela, ils ont tous les moyens de s'assurer les avantages d'une attaque subite, d'apparaître à l'improviste là où l'ennemi les attend le moins, d'exécuter des raids heureux à la faveur des ténèbres et, en cas d'échec, de disparaître sans être vus pour entreprendre une nouvelle opération dans un autre quartier avec de nouveaux objectifs.

Tout cela à la fois, plus la lutte révolutionnaire des masses, qui, dès avant l'engagement des opérations par l'organisation de combat du prolétariat et pendant l'insurrection elle-même, ont par leur activité grandissante ébranlé et désorganisé le pouvoir gouvernemental, plus l'arrivée constante (grâce à l'enthousiasme réel des travailleurs) de nouveaux ouvriers prêts à combattre et d'unités de l'armée passant dans le camp de la révolution, compensent jusqu'à un certain point les défauts de caractère technique ou tactique dont il a été parlé plus haut et garantissent le succès des opérations.

Pour résumer ce qui a été dit des forces armées des classes dirigeantes et du prolétariat, il faut établir la conclusion suivante, qui servira de règle dans l'établissement du plan d'insurrection.

1. Les troupes de l'armée régulière sont une sérieuse force militaire non seulement en rase campagne, mais encore dans le combat de rues. S'il n'y a pas au moins quelque unité qui sympathise avec la révolution, si les insurgés ne réussissent pas à amener à eux telle ou telle unité de l'armée, l'insurrection est vouée à l'échec. Pour s'assurer le succès, le prolétariat doit, dès avant son entrée en action, mener une lutte acharnée pour la conquête de l'armée, pour amener l'armée dans les rangs du prolétariat révolutionnaire ou du moins pour la neutraliser. A cette tâche le Parti et tout le Prolétariat qui le suit doivent accorder le maximum d'attention (1).

Il faut songer que l'insurrection au sens large du mot ne commence pas avec l'entrée en action de l'organisation de combat, elle commence en réalité plusieurs jours ou plusieurs semaines avant l'engagement de la lutte armée, au moment où la date du soulèvement est déjà fixée et où le Parti mène son travail pour la conquête des troupes, l'armement du prolétariat, la mobilisation d'éléments prolétariens et semi-prolétariens toujours nouveaux pour la bataille décisive ; où les masses enfin, de leur propre initiative, entrent en lutte contre les forces gouvernementales. Dans cette période, qui commence avant le combat général, dans cette période de préparation à l'assaut, le Parti doit fixer son attention sur la démoralisation et la conquête politique de l'armée. Il faut désigner pour l'agitation dans l'armée les meilleurs militants, organiser la fraternisation des ouvriers avec les soldats, répartir les publications du Parti, renforcer les cellules communistes dans les unités et leur donner des instructions régulières, travailler individuellement chaque homme, etc.

Ce travail ne doit aucunement être interrompu pendant l'in-

(1) Est-il nécessaire de souligner le danger, en période de crise, de gouvernements semi-révolutionnaires type Kerenski, Azana, Léon Blum, Chautemps qui ne sont que des transitions indispensables et des fourriers conscients ou inconscients de la révolution (L. P.).

surrection elle-même ; il doit au contraire être renforcé, malgré les sacrifices et les insuccès possibles.

2. Les troupes de mentalité contre-révolutionnaire sont à désarmer par une attaque brusque de détachements ouvriers armés, au moment où elles ne sont pas encore prêtes au combat et ne peuvent pas utiliser toute la puissance de leur armement.

Dans les unités où il existe une cellule communiste un peu forte, ayant de l'influence sur une partie des soldats, il faut organiser l'insurrection pour supprimer le commandement réactionnaire et pouvoir ensuite utiliser les soldats contre les autres unités non démoralisées. Il est bon de verser dans les troupes passées du côté de la révolution, ou dans les différents groupes de soldats, un certain nombre d'ouvriers. En général, il est utile au cours du combat de rues de renforcer les unités militaires acquises à la révolution par des détachements de gardes rouges.

LES OBJECTIFS DE COMBAT PENDANT L'INSURRECTION

Une question toute différente, beaucoup plus difficile à résoudre, est celle du choix des objectifs à attaquer et à enlever dans le premier moment de l'entrée en action de l'organisation de combat lors de l'insurrection dans une ville. Il se présente alors aux dirigeants de l'insurrection une multitude d'établissements qu'il est indispensable d'enlever pour obtenir la victoire définitive : établissements gouvernementaux (ministères, commissariats de police, administrations, etc.), établissements économiques (Chambres de commerce, banques, directions d'usines et des trusts, etc.), gares, télégraphes, états-majors et corps de troupes, dépôts d'armes, organisations fascistes, organes directeurs des partis hostiles à la révolution, rédactions de journaux et imprimeries, etc.

Naturellement, tous ces objectifs doivent être occupés et, soit détruits (police, partis et associations contre-révolutionnaires, etc.), soit utilisés par le prolétariat pour atteindre les buts qu'il se propose. Reste à savoir l'ordre dans lequel ils doivent être occupés.

Selon les circonstances, l'objectif essentiel sera différent. Dans l'ensemble ce seront : en premier lieu l'armée, en deuxième lieu la police (en l'absence d'armée ou bien si l'armée est passée avant l'insurrection du côté de la révolution), en troisième lieu les dépôts d'armes pour armer les ouvriers, en quatrième lieu la liquidation (*c'est-à-dire l'assassinat*) des chefs de la contre-révolution (gouvernement, états-majors, organes centraux des partis et associations, etc.).

Entre les objectifs énumérés, les dirigeants de l'insurrection

doivent choisir le principal, en se guidant pour cela sur le rôle politique et militaire de chacun. Selon les circonstances et les forces des insurgés, le but principal peut être composé par tous ces objectifs ensemble ou par quelques-uns.

A Pétrograd, l'objectif principal fut l'arrestation du gouvernement. Si la révolution a pu être accomplie aussi facilement dans la capitale de la Russie, c'est qu'au fond le pouvoir était passé entre les mains du prolétariat et de la garnison révolutionnaire, placés sous l'influence du Parti bolchévik, bien avant que le II^e congrès des Soviets eût proclamé déchu le gouvernement de Kérenski. L'entrée en action de la garde rouge et l'arrestation du gouvernement ne furent, si l'on peut dire, que la ratification du fait accompli. Plusieurs semaines déjà avant la révolution, le gouvernement de Kérenski ne pouvait plus s'appuyer sur la garnison de Pétrograd ni sur la flotte de la Baltique, à l'exception de quelques unités (junkers, bataillon de femmes, etc.), sans parler du prolétariat. Il est inutile de dire qu'une pareille situation ne s'était pas créée toute seule, mais dans une large mesure sous l'influence du travail d'organisation et de l'agitation politique du Parti bolchévik, tant dans la classe ouvrière que parmi les soldats et les marins.

Au contraire, à Moscou, en 1917, l'objectif principal pendant l'insurrection était la conquête de l'armée. Pour des raisons particulières à cette ville (le Parti bolchévik était moins fort qu'à Pétrograd, centre de la révolution ; la bourgeoisie, pour des raisons historiques, était plus forte), l'agitation dans l'armée n'avait pas atteint la même ampleur, la garde rouge était moins bien instruite et bien moins armée qu'à Pétrograd et en général la préparation matérielle et politique du Parti et de la classe ouvrière avait été moins bien faite. Pour cette raison les combats durèrent huit jours dans les rues.

L'objectif principal de l'insurrection de Canton fut d'abord l'organisation de la rébellion du régiment d'élèves officiers. Dans les conditions données, ce choix était absolument juste et raisonnable. Mais les dirigeants de l'insurrection, après avoir justement choisi l'objectif principal pour le début, commirent une grande erreur en

laissant intacts les dépôts d'armes ; c'était là, après l'organisation du soulèvement dans le régiment en question et le désarmement des unités mentionnées, un objectif incontestablement beaucoup plus important que la lutte prolongée qui fut engagée contre les états-majors des 2^e et 12^e divisions et du 4^e corps.

A Hambourg, l'objectif principal et primitif des insurgés fut la conquête des armes pour l'organisation de combat elle-même et pour l'armement des masses ouvrières. Il ne pouvait être résolu, dans les conditions données, que par le désarmement de la police, ce qui fut fait.

A Reval, comme nous l'avons vu d'après le plan d'insurrection, on ne voit pas l'objectif principal sur lequel les insurgés aient concentré le gros de leurs forces. Presque tous les objectifs semblent avoir eu pour eux la même importance. Pour l'occupation d'un grand nombre de points, ils ont envoyé le même nombre de petits groupés d'insurgés. Or, avec un nombre aussi limité d'hommes et de moyens, il aurait été infiniment plus raisonnable de concentrer le gros (la presque totalité) des forces soit sur l'enlèvement de l'école d'officiers, soit sur l'entraînement du côté de la révolution du 3^e bataillon du 10^e régiment. L'objectif essentiel étant obtenu, on pouvait ensuite disposer de ses forces pour ceux qui suivaient dans l'ordre d'importance.

ASSASSINAT DES ÉLÉMENTS DE DROITE

Il a déjà été dit plus haut qu'un des premiers objectifs de l'insurrection, dont l'obtention assure immédiatement de gros avantages aux insurgés, peut être la liquidation (*c'est-à-dire l'assassinat*) des chefs de la contre-révolution : occupation des états-majors, capture des hauts fonctionnaires (ministres, chefs de la police, etc.), mise hors d'action des commandants réactionnaires, des leaders des partis hostiles, etc. Cet objectif se présentera fréquemment dès le premier moment de l'insurrection, comme il est arrivé à Pétrograd en 1917, et dominera tous les autres. La liquidation des autorités supérieures et des défenseurs actifs de l'ancien gouvernement au cours de l'insurrection a une importance de premier ordre.

Nous ne devons pas prêcher la passivité, ni l'attente pure et simple du moment où les troupes passeront à nous : nous devons répéter à tue-tête la nécessité d'une attaque audacieuse et d'une attaque les armes à la main, la nécessité d'exterminer en même temps le commandement et de combattre aussi énergiquement que possible pour conquérir la troupe hésitante (1).

Un exemple classique de défaite causée par la passivité et le manque de décision des masses soulevées et surtout de leurs dirigeants est fourni par l'insurrection des spartakistes en janvier 1919 à Berlin (2).

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. X.

(2) ANOULOV, *Le Combat de rues*, p. 83.

Les masses ont été défaites à cause de la passivité des chefs. C'est donc que le rôle des dirigeants dans l'insurrection est immense.

Dans toutes les insurrections où les insurgés n'ont pas su, ou n'ont pas suffisamment pu liquider à temps les chefs de la contre-révolution, ils ont été défaits ou bien obligés de combattre dans des conditions infiniment plus difficiles que s'ils avaient supprimé en temps voulu les dirigeants ennemis. Des insurrections comme celle de Hambourg et l'exemple cité plus haut par la Rote Fahne, où la direction a manqué, où les masses ont été livrées à elles-mêmes, sont vouées à l'échec. Les insurrections victorieuses sont celles où, outre les autres facteurs nécessaires au succès, il se trouve une direction ferme et expérimentée et où, par contre, le prolétariat insurgé a assez tôt « coupé la tête » de la contre-révolution. Cette tête peut être coupée au moyen de diversions soigneusement préparées, et entre autres d'actes terroristes (suppression ou arrestation).

C'est là un principe indiscutable. Il faut l'appliquer partout où l'occasion se présente, soit à l'égard des dirigeants politiques, des chefs de l'armée et de la police, soit à l'égard des commandements des unités plus ou moins importantes de l'ennemi dans le combat de rues (1).

Il faut se souvenir que l'obtention de cet objectif, la suppression des autorités ennemies ou, tout au moins, d'une partie des individus qui, par leur poste et leur situation sociale, peuvent avoir une influence directe et active pour entraver l'insurrection à ses débuts, ne demande d'ordinaire qu'un petit nombre d'équipiers. Si leur

(1) En Espagne les partis de gauche avaient dressé, dans les villes et les villages, des listes noires de tous les éléments de droite. Dans les régions où les communistes triomphèrent, ils massacrèrent leurs adversaires conformément au plan établi. Dans les premières heures ces massacres se firent en masse, depuis ils s'échelonnèrent sans jamais cesser complètement, 6.000 prêtres ont été assassinés dans la Zone rouge et l'on estime que dans la seule ville de Madrid plus de 50.000 personnes ont été exécutées. Quand la guerre civile éclata, 70 % des officiers de marine furent tués sauvagement, la plupart étant jetés vivants à la mer, bras et jambes liés. (L. P.).

résidence a été soigneusement reconnue il suffira, pour les enlever chez eux et en général là où ils se trouvent, de petits groupes isolés d'équipiers soigneusement instruits en général et spécialement pour cette mission. Il faut donc s'efforcer en organisant l'insurrection de poser toujours et dans tous les cas le problème de la liquidation des autorités ennemies, et résoudre ce problème dès le début de l'offensive générale du prolétariat.

Dans l'établissement du plan d'insurrection, il faut avoir en vue la libération des détenus politiques (1). C'est là un objectif qui, comme l'a montré l'expérience de Canton et de Reval, a également une grosse importance. Cette libération doit être entreprise, si la moindre possibilité en est offerte, dès le début du mouvement.

(1) La libération et l'armement des détenus politiques a joué un rôle important dans toutes les révolutions modernes et particulièrement en juillet 1936 en Espagne, à Madrid et à Barcelone. (L. P.).

LA SURPRISE ET L'ÉLÉMENT « TEMPS » AU DÉBUT DE L'INSURRECTION

En passant en revue les objectifs de l'insurrection, nous avons toujours souligné le premier moment, les premières minutes de l'entrée en action de l'organisation de combat du prolétariat. Etant militairement beaucoup plus faible que l'ennemi, l'organisation de combat du prolétariat est obligé de compenser cette infériorité par son activité et la brusquerie de ses opérations. Pour tout cela, le premier instant de l'insurrection joue un rôle décisif. Du succès ou de l'échec des opérations de la première ou des deux premières heures dépendra, en grande partie, la suite du combat.

La surprise dans la lutte pour le pouvoir dans une ville a une importance colossale. Les insurgés, comme attaquants, doivent en profiter au maximum, et surtout dans le premier moment de leur entrée en action, afin de saisir l'ennemi à l'improviste, lorsqu'il n'a pas eu le temps de se préparer à la résistance. Le plus avantageux est d'exécuter ces attaques brusquées de nuit ou de bon matin, quand les troupes et la police (mobilisée, ou bien les corps permanents de police comme en Allemagne) dorment, quand il est surtout facile d'enlever les dépôts d'armes et de supprimer les chefs contre-révolutionnaires. Néanmoins, l'attaque brusquée doit être organisée de façon à assurer l'entrée en lice des masses ouvrières, le moment venu.

Dans la plupart des cas connus, l'élément « surprise » a été utilisé et, sauf de rares exceptions, ces attaques brusquées des insurgés ont toujours eu un grand succès. Le désarmement de 17

postes de police et la prise dans chacun d'une trentaine de fusils ou de mitrailleuses par des détachements faiblement armés et numériquement insignifiants n'ont été rendus possibles à Hambourg, comme nous le verrons, que par des attaques brusquées.

Le rôle de la reconnaissance dans l'insurrection armée est immense. Avant de dresser le plan d'action, il faut faire une reconnaissance soignée et complète et, seulement d'après ses résultats, répartir les forces disponibles entre les objectifs. Comme l'initiative appartient au prolétariat, comme le moment de l'entrée en action dépend de lui, comme enfin les objectifs dans une ville sont la plupart du temps fixés, il est assez facile d'exécuter en temps utile une reconnaissance complète et parfaite.

Le désarmement des postes de police de Hambourg aurait été absolument impossible si les insurgés n'avaient pas exécuté d'avance une soigneuse reconnaissance des commissariats qu'ils avaient à attaquer, s'ils n'avaient pas étudié leurs abords, la disposition des pièces à l'intérieur, l'emplacement des armes et des sentinelles, etc. L'attaque brusquée de l'école d'élèves-officiers à Reval n'a été possible que parce que le chef du détachement et ses proches adjoints avaient systématiquement étudié, une semaine avant, les abords du bâtiment, la vie intérieure de ses habitants, la disposition de l'école et du casino des officiers. Il sera absolument impossible par exemple de supprimer à temps et convenablement les principales autorités de la contre-révolution, si les groupes chargés de cette mission ne disposent pas de données extrêmement précises sur la résidence des individus visés et sur les moyens de parvenir jusqu'à eux, ou bien s'ils ne disposent que de données générales : tel ou tel fonctionnaire habite telle rue, tel numéro, etc. En dehors de la rue et du numéro de la maison et de l'appartement, ces groupes devront connaître l'heure à laquelle le personnage rentre chez lui, la façon de pénétrer dans son appartement et, s'il n'y a pas moyen de le supprimer dans la rue, la façon dont son logis est gardé, etc. La libération du communiste allemand Braun (de la prison de Berlin en 1928) montre que des opérations de ce genre (après soigneuse reconnaissance et avec

une bonne organisation) ne présentent aucune impossibilité et sont au contraire parfaitement réalisables.

Pour assurer le succès, outre les données fournies par la reconnaissance, les insurgés doivent avoir un plan d'action détaillé et précisé jusque dans les moindres détails prévoyant l'exacte répartition des forces entre les missions particulières, les liaisons entre les divers groupes ou individus, le moment du début et de la fin de la concentration, la minute précise de l'attaque de tel objectif, etc. L'élément « temps », dans les premières opérations brusquées (et en général dans les opérations brusquées de n'importe quelle phase du combat), joue un rôle considérable. De là la nécessité pour les groupes d'insurgés d'observer scrupuleusement les temps prévus par le plan pour le début, et pour les diverses étapes du combat : c'est là une des exigences tactiques les plus essentielles. La moindre infraction à ce principe entraîne fréquemment l'échec de l'opération et la mort des insurgés eux-mêmes.

Quelques exemples :

L'attaque de l'école d'élèves-officiers de Reval a échoué parce que le groupe désigné pour enlever l'étage supérieur est arrivé avec un petit retard de 1 ou 2 minutes sur le groupe chargé de l'étage inférieur.

A Hambourg, les dirigeants des groupes insurrectionnels ont attaché la plus grande importance à l'exacte observation des temps indiqués. Ainsi, le dirigeant de Barmbeck avait donné à ses subordonnés l'indication suivante : chaque groupe devra se concentrer à 4 h. 55 précises au lieu fixé ; ces lieux avaient été choisis de façon à ce qu'ils fussent distants du poste de police à attaquer de 5 minutes exactement. A 5 heures précises, devait commencer l'attaque des commissariats. Pour obtenir cette simultanéité, les montres des chefs de groupes avaient été vérifiées et mises à la même heure, immédiatement avant l'attaque.

Grâce à cette stricte détermination du temps, l'opération eut un brillant succès pour la plupart des groupes.

Ce qui précède concerne l'exécution des missions particulières pendant l'insurrection. Mais l'élément « temps » exerce également

une grande influence sur le sort de l'insurrection dans une grande ville tout entière ou même dans un quartier, ou encore dans plusieurs villes. Il s'agit ici de la simultanéité d'action. La simultanéité est nécessaire dans une grande ville, elle l'est aussi dans toute une province (ou dans un pays tout entier, s'il n'est pas très étendu). Elle permet aux insurgés d'utiliser à la fois toutes leurs forces disponibles, d'entraver par là la liberté d'action de l'ennemi et de l'empêcher de concentrer ses forces pour battre les insurgés en détail, les uns après les autres. Il faut toujours s'efforcer de commencer l'insurrection dans le plus grand nombre d'endroits à la fois et avec toutes les forces disponibles. Il est relativement facile au prolétariat, partie attaquante, d'engager les opérations à la fois dans tout un pays. Néanmoins, l'expérience montre qu'il n'a pas toujours su mettre à profit cet avantage.

L'expérience des deux premières insurrections de Changhaï (23 octobre 1926 et 21 février 1927) montre qu'il est parfois impossible, pour des raisons purement matérielles, d'obtenir cette simultanéité. Ainsi le 23 octobre, l'entrée en action de l'organisation de combat avait été fixée à 3 heures du matin, mais les opérations devaient être déclenchées par le signal donné d'une canonnière passée du côté des insurgés (un coup de canon). Ce signal lui-même dépendait d'une fusée qui devait partir du logement de Niou-Ioun-Tsian, représentant du gouvernement national. Mais le signal ne fut pas donné, parce que la canonnière ne remarqua pas la fusée.

Dans la deuxième insurrection, comme nous l'avons déjà vu, il se produisit un malentendu du même genre. Le bombardement de l'arsenal, qui devait servir de signal à toute l'insurrection, n'ayant pas eu lieu, l'insurrection fut remise du 21 février au 22. Cette fois, la canonnière ouvrit le feu contre l'arsenal exactement à l'heure fixée (18 heures). L'insurrection se déclencha, mais seulement dans la partie sud de la ville. Les équipes de la partie nord (Tchapeï) n'avaient pas entendu les coups de canon, et pour cette raison ne prirent point part au mouvement.

La troisième insurrection de Changhaï, comme on sait, com-

mença exactement à l'heure fixée (13 heures), sans autre signal, et simultanément dans tous les quartiers.

On voit par là qu'il ne faut pas faire dépendre l'entrée en action de signaux auditifs, lumineux ou autres qui, pour telle ou telle raison matérielle et parfois accidentelle, peuvent ne pas être donnés ou, s'ils ont bien été donnés, ne pas être remarqués par les intéressés. Le meilleur signal est le temps. Il faut fixer le déclenchement des opérations à une heure précise. C'est là le meilleur moyen matériel de garantir la simultanéité.

La simultanéité est beaucoup plus difficile à obtenir sur un secteur plus étendu : un pays entier en Occident, une province ou un groupe de provinces en Chine ou ailleurs. Néanmoins, il faut y tendre autant que possible. Ce serait une erreur d'ordonner, comme en Allemagne, une insurrection dans une seule ville comme Hambourg, sans rien prévoir tout au moins dans les villes voisines et dans la zone environnante où les conditions n'étaient pas moins favorables.

CARACTÈRE SANGLANT ET IMPLACABLE DE L'INSURRECTION ARMÉE

Dans les conditions que nous avons en vue, les combats de rues, tendant à l'extermination physique de l'ennemi, portent un caractère absolument implacable. Toute humanité manifestée par le prolétariat pendant la lutte armée à l'égard de son ennemi de classe ne fait que créer des difficultés nouvelles et peut entraîner, en cas de conditions défavorables, l'échec du mouvement.

Souvenons-nous, écrivait Lénine fin août 1906, que le jour approche de la grande lutte de masse. Ce sera l'insurrection armée. Elle doit être, si possible, instantanée. Les masses doivent savoir qu'elles marchent à un combat sanglant et désespéré. Le mépris de la mort doit se répandre dans les masses et assurer la victoire. L'attaque doit être aussi énergique que possible. C'est l'offensive, et non la défensive, qui doit être le mot d'ordre des masses. L'extermination implacable des ennemis sera leur objectif. L'organisation du combat sera mobile et souple. Les éléments hésitants de la troupe seront entraînés dans la lutte active. Le parti du prolétariat conscient doit faire son devoir dans ce combat (1).

Immédiatement à la veille de la révolution d'octobre (le 9 octobre 1917), dans sa lettre : « Conseils d'un absent », Lénine écrivait au sujet de l'activité nécessaire dans l'insurrection :

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. X.

L'insurrection armée est une forme particulière de la lutte politique ; elle obéit à des règles particulières qu'il importe de méditer profondément. Karl Marx a exprimé cette pensée avec un relief particulier, lorsqu'il a dit que, comme la guerre, « l'insurrection armée est un art ».

Les règles principales que Marx a données de cet art sont les suivantes :

1. Ne jamais jouer avec l'insurrection et, lorsqu'on la commence, être bien pénétré de l'idée qu'elle doit être menée jusqu'au bout ;
2. Rassembler à l'endroit et au moment décisif des forces de beaucoup supérieures à celles de l'ennemi, faute de quoi ce dernier, mieux préparé et mieux organisé, anéantira les insurgés ;
3. L'insurrection, une fois commencée, il importe d'agir avec la plus grande décision et de passer coûte que coûte à l'offensive. « La défensive est la mort de l'insurrection » ;
4. S'efforcer de prendre l'ennemi au dépourvu et de profiter du moment où ses troupes sont dispersées ;
5. Remporter chaque jour des succès, même peu considérables (on pourrait même dire : à « chaque heure », s'il s'agit d'une ville), afin de conserver à tout prix la « supériorité morale ».

Marx a résumé les enseignements de toutes les révolutions sur l'insurrection armée, en citant le mot « du plus grand maître de tactique révolutionnaire que l'histoire connaisse, Danton : De l'audace, encore de l'audace et toujours de l'audace ! (1) ».

L'expérience de toutes les révolutions a confirmé aussi catégoriquement que possible les principes tactiques de Marx et de Lénine. Il faut que les insurgés fassent preuve d'une audace absolue, soient actifs jusqu'à la hardiesse, ne laissent pas échapper une seule occasion de porter un coup à l'ennemi ; il faut que chaque détachement, chaque combattant isolé, après avoir exécuté la mission qui lui a été confiée, s'efforce de chercher l'ennemi et de l'achever tant qu'il n'est pas complètement anéanti ; il faut tout

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, t. XXXI, pp. 389-390.

cela, en même temps qu'une bonne organisation du mouvement, un choix heureux de l'instant où il est déclenché et une ferme direction entre les mains du Parti communiste et de son organisation de combat, pour que le succès soit possible.

On pourrait trouver dans l'histoire de la lutte armée du prolétariat nombre d'exemples pour illustrer et confirmer les principes de Marx et de Lénine énoncés plus haut sur la nécessité de déployer le maximum d'activité dans l'insurrection. Nous en citerons seulement un, le plus frappant de tous, qui montre que le succès du prolétariat et la prise du pouvoir sont possibles même quand les ouvriers sont absolument désarmés, mais ont une inébranlable volonté de vaincre et manifestent le maximum d'activité. Il s'agit de l'insurrection de Cracovie du 6 novembre 1923.

Voici ce qu'écrit un communiste polonais qui a étudié cette insurrection :

Les événements de novembre et l'insurrection de Cracovie sont un exemple instructif de lutte de classe prolétarienne. Le 4 novembre, le gouvernement publia un ordre interdisant les réunions à ciel ouvert. Le 6 novembre, la foule se dirigea vers la Maison du peuple, située au centre de la ville. Les rues qui y conduisaient étaient barrées par de fortes unités de police. Derrière la police, une compagnie d'infanterie. La foule rompit le cordon de la police et désarma les soldats. Les armes dont elle se servit, comme le reconnaît l'acte d'accusation étaient des bâtons, des bouteilles et des trognons de choux ! Maintenant, une partie des ouvriers possédait des armes. La plupart cependant continuaient à se battre avec des bâtons. Aucun coup de feu n'avait encore été tiré. Un renfort de police survenu alors forma le carré. La foule engagea bientôt le feu, la police fut obligée de reculer dans les ruelles, où elle fut également accueillie à coups de feu. Les policiers s'enfuyaient et se cachaient dans les maisons. A cet instant entre en jeu la cavalerie. L'un après l'autre, 4 escadrons, sous la protection d'un groupe de mitrailleurs et de 3 autos blindées se ruèrent au combat. Sous une pluie de balles, qui les accueillit du haut des fenêtres et du fond des abris, ils se trouvèrent dans l'impossibilité d'avancer

et furent massacrés comme des lièvres. L'asphalte était couvert de chevaux, qui empêchaient ceux qui venaient derrière d'avancer. Les autos blindées, leur équipage une fois hors de combat, cessèrent de fonctionner. L'une d'elles tomba entre les mains des insurgés. Après trois heures de combat, la classe ouvrière se trouva maîtresse de la ville. Au point de vue purement militaire, le prolétariat de Cracovie a remporté la victoire. Les autorités politiques et administratives avaient perdu la tête. Le commandement militaire de la ville avait pris la fuite (1).

Les ouvriers de Cracovie, absolument dénués d'armes au début du combat, s'armèrent au cours de la lutte et défirent un demi-bataillon d'infanterie, un régiment de cavalerie soutenu par des autos blindées, et toute la police de la ville. Si l'insurrection fut ensuite écrasée, la cause en est dans la trahison du Parti socialiste de Pologne (P. P. S.) et dans le mauvais usage que le Parti communiste fit de la situation révolutionnaire à cet instant.

L'insurrection de Cracovie entre dans l'histoire de la lutte armée du prolétariat international comme un bel exemple de la lutte des masses pour le pouvoir.

« La défensive est la mort de l'insurrection » (Lénine). C'est une vérité incontestable. La victoire ne peut être obtenue que par l'offensive, par des opérations actives des insurgés. Même la défensive provisoire à laquelle on peut être obligé sur tel ou tel secteur doit porter un caractère actif. Ce n'est pas la défensive pour la défensive, mais pour reprendre bientôt des opérations actives et mettre l'ennemi hors de cause : telle est la devise des insurgés.

Si, à tel ou tel point, un rapport de forces trop désavantageux oblige les insurgés à se retrancher provisoirement sur la défensive, ils doivent manifester le maximum d'opiniâtreté, retenir devant eux le plus grand nombre possible d'ennemis, leur infliger des pertes par leur feu et en même temps profiter de la moindre possibilité de contre-attaque, tout au moins en exécutant des attaques

(1) Ces renseignements sont empruntés à un article anonyme du *Journal politique et militaire*, publication communiste, d'Allemagne, 1923, n° 2.

subites sur les flancs ou sur l'arrière de l'ennemi, en organisant des feux roulants subits, en harcelant l'adversaire, enfin en reprenant l'offensive générale pour le liquider définitivement.

Les insurgés réduits à la défensive, s'ils font preuve d'assez d'acharnement et utilisent convenablement les avantages de leur situation (maisons, fenêtres, greniers, toits, et en général tous les abris, y compris les barricades) peuvent infliger à l'ennemi de gros dommages matériels et moraux.

Trotsky, dans son livre 1905, raconte un épisode caractéristique de la défensive des insurgés de Moscou en décembre :

Un groupe de 13 hommes, installé dans une maison, soutint pendant 4 heures le feu de 500 à 600 soldats ayant à leur disposition 3 canons et 2 mitrailleuses. Après avoir tiré toutes leurs cartouches et causé à la troupe de gros dommages, les équipiers s'éloignèrent sans avoir reçu aucune blessure. Les soldats avaient démoli à coups de canon plusieurs pâtés de maisons. incendié plusieurs maisons de bois, exterminé nombre d'habitants, tout cela pour obliger à la retraite un groupe de révolutionnaires.

On pourrait trouver dans cette insurrection de Moscou nombre d'épisodes analogues.

Par contre, l'insurrection de Reval en 1924 fournit un exemple négatif à cet égard. Les insurgés, comme nous l'avons vu, ne montrèrent pas la moindre opiniâtreté. Dès les premiers échecs, ils se dispersèrent sans organiser la résistance.

LE PLAN D'INSURRECTION ARMÉE

La nécessité d'avoir un plan est évidente. Ne pas dresser de plan et compter uniquement sur l'improvisation, c'est renoncer volontairement à exercer aucune influence consciente et rationnelle sur la marche de l'insurrection.

Le plan doit être, dans ses grands traits, un plan stratégique général embrassant tout le pays. En conformité avec ce plan d'ensemble doivent être dressés des plans détaillés (plans tactiques) pour chaque ville ou chaque centre.

Le plan stratégique général doit prévoir ceux des centres ou des villes (la capitale, les grandes cités industrielles, telle ou telle province) qui ont, dans les conditions données, une importance décisive pour le mouvement projeté. Le plan stratégique doit répondre à cette question : l'insurrection doit-elle nécessairement être précédée d'une grève générale, dont elle naîtra comme sa conséquence naturelle, ou bien la situation politique donnée permet-elle de déclencher l'insurrection sans grève générale (comme par exemple en Russie en octobre 1917) ?

Le plan d'insurrection d'une ville doit indiquer :

a) L'appréciation des circonstances et du rapport des forces dans la ville même :

b) La date du déclenchement de l'insurrection ;

c) Les principaux objectifs où les insurgés doivent absolument réussir et dont l'occupation doit exercer le maximum d'influence sur la marche du mouvement ;

d) Les régions et objectifs secondaires, dont l'occupation viendra en second lieu (s'ils ne peuvent pas être occupés par une troupe d'ouvriers non armés) ;

e) La répartition des forces entre les divers objectifs, en réservant les effectifs maxima aux objectifs principaux ;

f) Les missions approximatives que les détachements auront à accomplir après la bonne exécution de la première ;

g) Des indications sur la conduite à suivre en cas d'échec de tel ou tel détachement ;

h) Les mesures à prendre pour empêcher l'arrivée de troupes gouvernementales des autres villes ou régions (sabotage des voies de communication, opérations de partisans, etc., etc.) ;

i) Les mesures propres à entraîner dans la lutte armée le gros des ouvriers, et la distribution d'armes à ces derniers ;

j) La suppression des chefs de la contre-révolution ;

k) La formation d'unités régulières de l'armée rouge au cours du combat ;

l) L'organisation de la liaison pendant l'insurrection ;

m) L'emplacement du dirigeant militaire général et des autres dirigeants militaires et politiques, entre autres des membres du Comité révolutionnaire, au début de l'insurrection ;

n) Les mesures politiques à prendre par le Comité révolutionnaire comme représentant et organisateur du nouveau régime.

Les données qui doivent être à la base du plan sont les suivantes :

a) La carte sociale de la ville, indiquant les-quartiers favorables de par leur caractère social : le degré d'organisation et de disposition au combat, des quartiers qui seront le foyer du mouvement, donneront le coup initial et ensuite alimenteront l'insurrection de forces nouvelles ; les quartiers socialement ennemis, à détruire pendant l'insurrection ;

b) Le dispositif détaillé et le degré de décomposition des troupes de la police et des associations militaires contre-révolutionnaires, si ces dernières sont sur le pied de guerre (mobilisées) ;

c) Les adresses des fonctionnaires, des leaders des partis et asso-

ciations hostiles à la révolution, des commandants des troupes et de la police ;

d) L'emplacement des dépôts d'armes et leur service de garde ;

e) L'appréciation tactique de la ville, avec indication des endroits, bâtiments, groupes de bâtiments, etc., propres à l'offensive et à la défensive ;

f) Les renseignements sur les garages des automobiles, camions, motocyclettes, etc., appartenant à l'État ou aux particuliers et qui seront à enlever ;

g) L'utilisation, pendant l'insurrection, des voies de communication urbaines, du téléphone, etc. ;

h) L'effectif et l'armement des forces révolutionnaires, l'appréciation tactique des divers dirigeants de la garde rouge.

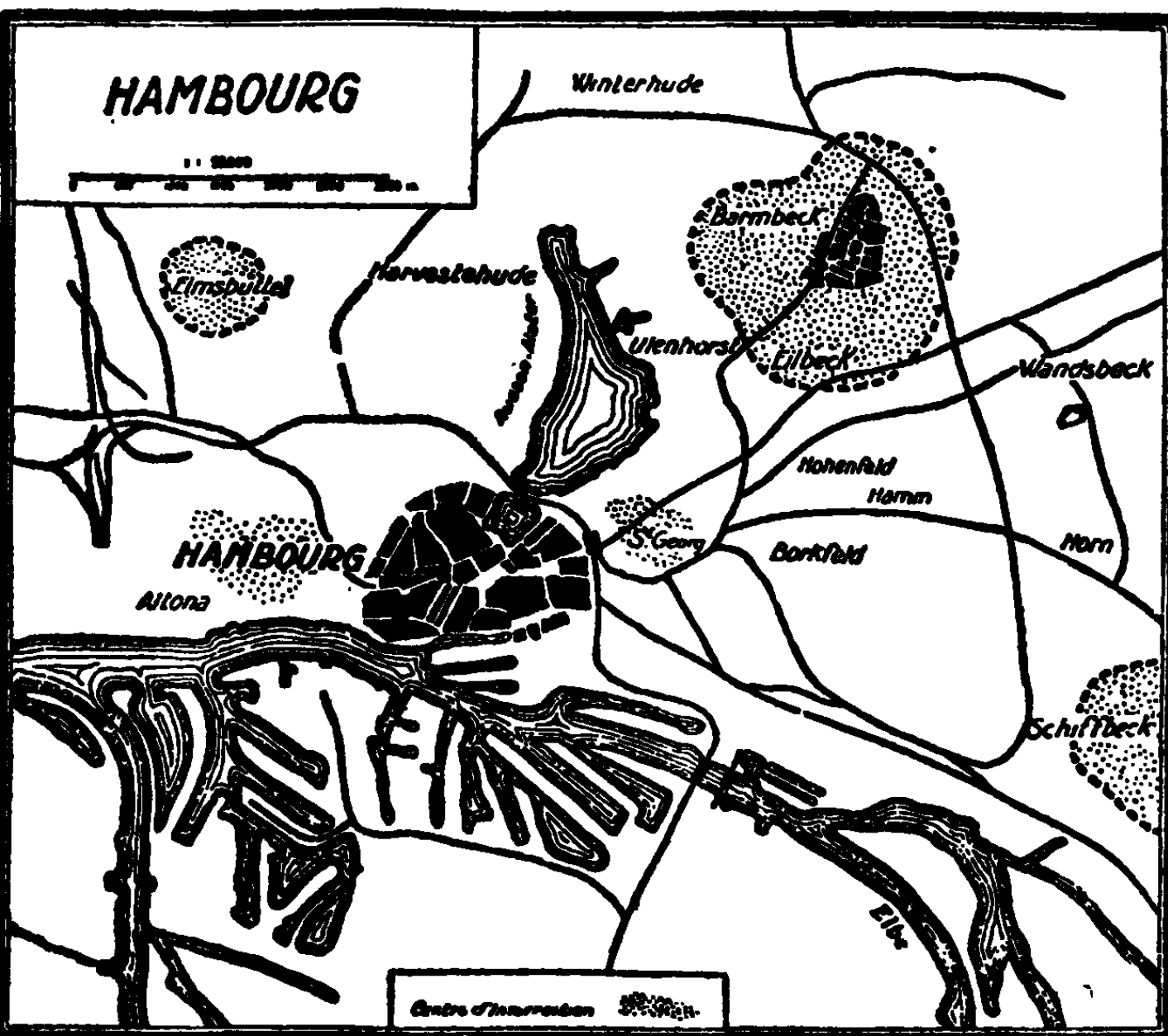
Il va de soi que le plan d'insurrection et tous ses éléments sont un secret et que les dirigeants doivent prendre les plus grandes précautions pour que le plan ou les divers problèmes qui y sont traités ne tombent pas entre les mains de l'ennemi (par provocation, bavardage des camarades, etc.).

III

Un Exemple d'Insurrection Communiste : Octobre 1923 à Hambourg

HAMBOURG

1 : 25000
0 100 200 300 400 500 m



NOTE

Parmi les nombreux exemples d'insurrections communistes que cite A. Neuberg, nous avons choisi celle d'octobre 1923 à Hambourg dont les conditions se rapprochent le plus de celles de la France.

On y verra que, grâce à un plan d'attaque méthodiquement exécuté, des groupes de choc fort mal armés réussirent à s'emparer à la même heure de 17 commissariats de Police, se rendant pratiquement maîtres pendant deux jours des faubourgs et d'une partie de la ville (Hambourg a 1.000.000 d'habitants).

Là encore nous avons suivi fidèlement, mais en l'abrégeant, le texte original du document.

LA SITUATION GÉNÉRALE EN ALLEMAGNE EN 1923

La situation économique et politique de l'Allemagne en 1923 était caractérisée dans l'ensemble par les facteurs suivants :

L'occupation en janvier 1923 de la Ruhr et des provinces du Rhin a privé l'Allemagne des grandes bases vitales de son économie : 80 % de la production de fer et d'acier et 71 % des extractions de charbon. De là, pour l'industrie et toute l'économie nationale, une dure crise économique, qui atteint son maximum à la fin de la « résistance passive » opposée par le gouvernement allemand aux Alliés dans les territoires occupés (octobre-novembre).

L'état catastrophique de l'économie allemande est caractérisée par trois facteurs : le marasme de l'industrie et la croissance du chômage, la désorganisation des finances et la dépréciation du mark.

Le nombre total des sans-travail et des ouvriers à demi occupés (quelques jours par semaine ou bien quelques heures par jour) atteint, dans le dernier trimestre de 1923, 8 millions, plus de la moitié de toute la classe ouvrière d'Allemagne.

Presque toutes les dépenses gouvernementales sont couvertes par des émissions de papier-monnaie, c'est-à-dire par l'inflation. Impôt dont tout le poids retombe sur la classe ouvrière et les couches moyennes.

Le processus de dépréciation du mark s'accomplit à une allure incroyable. Ainsi, le dollar est coté à Berlin, Hambourg et Francfort, le 18 octobre, 4 à 6 milliards de marks (4 le matin et 6 le soir) ; le 20 octobre, 15 à 19 milliards ; le 22 octobre, 46 milliards ; le 23 octobre, 75 milliards.

Les conséquences sociales de la faillite de l'économie allemande sont évidentes ; c'est l'extrême paupérisation de la classe ouvrière et des couches moyennes (petite bourgeoisie, employés, retraités, etc.).

La crise économique entraîne la crise politique. Au début d'août, éclate la grève générale organisée par les comités d'usine placés sous l'influence du Parti communiste. Elle renverse le gouvernement Cuno (nationaliste). Stressemann, que le président de la République Ebert (social-démocrate) charge de former le nouveau cabinet, déclare qu'il est à la tête « du dernier gouvernement bourgeois ». Il est persuadé que ce gouvernement sera renversé et que la dictature du prolétariat s'établira en Allemagne.

En effet, sous l'influence de la misère, la classe ouvrière d'Allemagne devient rapidement révolutionnaire. La petite bourgeoisie n'attend plus le salut que d'une intervention du prolétariat et s'oriente vers la révolution. L'influence du Parti communiste parmi les ouvriers grandit rapidement, en même temps que celle de la social-démocratie ne cesse de tomber. Il se produit dans tout le pays des « désordres alimentaires », les ouvriers s'emparent des magasins de vivres et en répartissent le contenu entre eux. La classe ouvrière forme spontanément des centuries de combat et se prépare à la lutte décisive. En octobre, on compte 250.000 hommes, dont une partie armés, dans les centuries prolétaires.

En septembre, il se forme en Saxe et en Thuringe des gouvernements ouvriers de communistes et de social-démocrates de gauche, dispersés plus tard par les troupes de la Reichwehr (le général Seckt) et le pays est déclaré en état de siège. Tandis que, dans le reste de l'Allemagne, le commandement militaire est occupé à rétablir l'ordre, en Bavière, la contre-révolution organise des bandes fascistes pour marcher sur Berlin et former un pouvoir central fort, une dictature.

Les divers facteurs politiques et économiques mentionnés plus haut montrent clairement que, dans le second semestre de 1923 l'Allemagne se trouvait devant une situation révolutionnaire

aiguë. Avec un Parti bolchévik fort et idéologiquement cohérent, avec une action habile et décidée pour la mobilisation révolutionnaire des masses et la direction de leur lutte, avec un travail intensif du Parti pour préparer les masses et le Parti lui-même à l'insurrection, le succès de la révolution était assuré.

Et pourtant, ce facteur subjectif, sans lequel la victoire était impossible, a manqué.

Le Comité central du Parti communiste n'avait pas une idée nette de la préparation de l'insurrection, ni une volonté ferme de la mener à bien.

Les ministres communistes de Saxe et de Thuringe, au lieu de faire servir l'appareil gouvernemental à l'organisation, à la mobilisation et à l'armement des masses en vue d'une action révolutionnaire pour la prise du pouvoir, suivirent une ligne de conduite qui, au fond, ne se distinguait guère de celle des social-démocrates de gauche. Dans cette question du gouvernement de Saxe, comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs, le Comité central du Parti communiste, dirigé par Brandler et soutenu par Radek, mena une politique extrêmement indécise et opportuniste, qui fut catégoriquement condamnée par le VIII^e congrès du P. C. d'Allemagne et le V^e congrès de l'I. C.

Le Parti accorda trop peu d'attention à l'organisation des sans-travail, cet élément le plus révolutionnaire de la classe ouvrière allemande, se préoccupa trop peu d'appeler au front révolutionnaire les éléments petits-bourgeois des villes et ne se soucia presque pas des paysans, ne fit absolument rien pour décomposer l'armée et la police. La tactique du front unique, là où elle était appliquée, l'était dans un esprit opportuniste (Saxe et Thuringe) qui n'avait rien de commun avec les directives données par l'I. C. L'action révolutionnaire dans les syndicats, secteur décisif de la lutte révolutionnaire, était extrêmement affaiblie par la sortie des communistes des syndicats.

Toutes ces erreurs opportunistes de la direction du Parti communiste eurent pour conséquence, malgré des conditions très favo-

rables et la volonté de combat des éléments décisifs du prolétariat, la défaite de la révolution allemande.

Tel est le fond social et politique sur lequel se déroulèrent les événements de Hambourg des 23-25 octobre 1923.

LA SITUATION POLITIQUE A HAMBOURG

Pour le 21 octobre fut convoqué à Chemnitz, sur l'initiative du Parti communiste, un congrès des comités d'usines. D'après le plan du Comité central, ce congrès devait proclamer la grève générale qui, ensuite, se changerait en lutte armée pour le pouvoir. L'organisation de Hambourg était convaincue que, dans l'Allemagne centrale, la situation était telle que très prochainement (à l'occasion du congrès de Chemnitz) serait donné le signal de l'insurrection, qui embraserait toute l'Allemagne. Cette opinion était encore fortifiée du fait qu'immédiatement avant le mouvement de Hambourg des troupes avaient été expédiées du Nord-Ouest pour écraser les mouvements révolutionnaires du centre. Ces départs de troupes relevaient beaucoup le courage du prolétariat de Hambourg.

Les masses demandaient l'offensive et n'attendaient qu'une invitation du Parti communiste. Le 20 octobre, les rues de Hambourg virent d'innombrables rencontres entre les ouvriers et la police. Malgré l'état de siège et l'interdiction des meetings et manifestations, les masses engagèrent le combat pour le droit d'occuper la rue. Dans cette situation tendue à l'extrême on voyait se dessiner nettement les sympathies des éléments petits-bourgeois pour les manifestants ouvriers. Les policiers eux-mêmes, dans bien des cas, ne cachaient pas leur sympathie pour la foule affamée. Certains commissariats de police, sur l'ordre de la préfecture, établirent devant leur entrée des fils de fer barbelés, redoublèrent leurs postes de sentinelles, envoyèrent des patrouilles armées de fusils

automatiques. Toute la police fut mise sur le pied de guerre.

Le dimanche 21 octobre, animation dans les rues, mais ce jour de fête reste relativement calme.

Le lundi 22 octobre, la grève s'étend. Dans quelques quartiers, nouvelles escarmouches entre les ouvriers et la police.

Le moral était ainsi plus révolutionnaire à Hambourg que nulle part ailleurs en Allemagne. Pour cette raison, et aussi parce qu'il n'y avait pas de troupes dans la région, le Comité central du Parti communiste, escomptant une issue favorable du congrès de Chemnitz, donna à l'organisation de Hambourg l'ordre de déclencher l'insurrection. Ce devait être d'ailleurs le signal de l'insurrection générale en Allemagne.

PRÉPARATION DE L'INSURRECTION

(Voir schéma, début de l'article.)

Hambourg, avec son faubourg d'Altona, est à la fois un grand port et une grande ville industrielle. Elle possède environ 1 million d'habitants, dont 600.000 prolétaires.

La ville comprend les quartiers suivants :

a) Le centre, relié par le faubourg Saint-Paul à la partie centrale d'Altona. Là se trouvent les grandes directions, la poste, les télégraphes, les entreprises de transport, les banques, la Bourse, les maisons de commerce et les bureaux industriels ;

b) Au sud, le grand port à l'embouchure de l'Elbe. Là sont des entreprises commerciales, la douane, les chantiers navals, docks, magasins, etc. La communication est établie entre la ville et le port par un tunnel passant sous le bras principal du fleuve et par toutes sortes d'embarcations et de bateaux ;

c) La partie nord-est (faubourgs Saint-Georg, Hohenfeld, Berkfeld, Hamm, Horn, Schiffbeck, Wandsbeck, Barmbeck, etc.) ; quartiers ouvriers et fabriques ;

d) La partie ouest, comprenant les entreprises ouvrières d'Altona : Ottenzen, Elmsbüttel, Barenfeld, etc. ;

e) Au nord de la partie centrale, des deux côtés de l'Aussen-Alter dans les quartiers de Ulenhorst, Harvestehude, Winterhude. sont situés les hôtels particuliers et les villas de la grosse bourgeoisie.

Il n'y avait pas à Hambourg de Reichswehr. Les unités cantonnées au nord et au sud étaient déjà en route pour l'Allemagne centrale. Hambourg possédait environ 5.000 policiers armés de revolvers et de fusils automatiques. La police avait aussi à sa disposition des mitrailleuses, des carabines et 6 autos blindées. De grosses réserves d'armes étaient gardées principalement dans les commissariats de police, au nombre d'une cinquantaine et dans différents dépôts. Elles étaient destinées à l'armement des fascistes qui pouvaient être mobilisés en cas d'intervention armée du prolétariat. Des autos blindées se trouvaient dans les casernes de la police et à Wandsbeck.

Aucun travail systématique d'organisation ni d'agitation politique n'avait été fait par le Parti communiste dans la police. Cette dernière était prête, dans son ensemble, à exécuter les ordres de ses chefs réactionnaires.

Le Parti communiste comptait environ 18.000 membres. Son organisation de combat en avait à peu près 1.300. C'était le noyau actif, Ordnerdienst, comme on l'appelait, ou en abrégé OD.

L'OD était conçue au début comme la garde des réunions, meetings et manifestations du Parti. Dans ces fonctions entraient également les gardes de nuit dans les comités de quartiers ou les imprimeries communistes, et l'affichage des placards ou proclamations. L'OD avait dans Hambourg environ 80 armes à feu de divers calibres, principalement des revolvers.

La préparation militaire de l'OD était réellement bonne. Dans sa masse, l'OD avait appris à se servir de ses armes, connaissait les éléments essentiels du combat de rue, faisait des reconnaissances du dispositif ennemi, et surtout de la police, s'était procuré divers renseignements utiles pour le désarmement de l'adversaire et l'établissement du plan d'insurrection. En un mot, l'OD se préparait activement à déclencher sur l'appel du Parti la lutte décisive contre la police et les fascistes.

Le dimanche 21 octobre, au soir, une réunion des militants actifs de Hambourg décida l'intervention. Ils estimaient que la situation était favorable à une action de masse et que Hambourg devait

donner le signal du soulèvement général du prolétariat. L'exemple entraînerait les autres villes. Et il était inutile d'attendre la déclaration de la grève générale : il fallait entraîner dans la grève déjà commencée à Hambourg des catégories toujours nouvelles de prolétaires, et la rendre ainsi générale. La situation dans la ville permettait de s'attendre à une intervention spontanée et non organisée des ouvriers, si le Parti communiste ne prenait pas la tête du mouvement pour le conduire. Cette circonstance porterait naturellement un coup terrible à l'autorité du Parti dans les masses ouvrières.

La décision fut prise de commencer par déclarer la grève des chemins de fer, afin d'empêcher les expéditions de troupes en Saxe.

Cette directive une fois prise, la conférence se termina pour reprendre le lundi 22 à 8 h. du soir et résoudre définitivement la question de l'insurrection.

D'après le récit d'un des assistants, le plan adopté était le suivant :

a) Action brusquée des détachements armés dans les quartiers ouvriers, avec occupation, dès le premier moment, des magasins d'armes ;

b) Désarmement de la police et des fascistes dans les faubourgs ;

c) Concentration simultanée des détachements ouvriers désormais munis d'armes, entourés d'une manifestation de masse dans la partie centrale de Hambourg, et refoulement de l'adversaire (police et fascistes) du centre de la ville vers le Sud (vers le fleuve, dont les passages doivent être occupés déjà par les insurgés) et là désarmement définitif de l'ennemi ;

d) Occupation de la poste et du télégraphe, des principales stations de communications intérieures et extérieures, de l'aérodrome, et autres objets d'attaque (avant même l'arrivée dans le Centre des détachements des faubourgs), par les forces communistes se trouvant à l'intérieur de ces établissements ;

e) Pour empêcher l'arrivée de renforts ennemis de l'extérieur, établissement de barricades sur les principales voies d'accès d'où on pourrait attendre l'arrivée de forces ennemies ; ces barricades,

ainsi que la destruction des voies à 25 km. à la ronde, devaient être exécutées par les organisations locales des cités et faubourgs ouvriers ; les organisations de Hambourg, Wilhemsbourg, Outersen et Stase devaient rendre impraticable le chenal de l'Elbe.

Ce plan fut approuvé à la séance du 22 octobre à 8 heures du soir.

Dans cette même séance, les dirigeants militaires des quartiers reçurent leurs missions particulières, les adresses des postes de liaison, de l'état-major, etc. L'entrée en action de l'OD fut fixée au 23 octobre, 5 heures du matin. L'attaque devait être subite pour l'adversaire, et les premiers succès devaient être le signal de l'entrée en action des masses ouvrières pour la prise du pouvoir.

Nous exposerons maintenant la marche de l'insurrection dans les quartiers ouvriers du Nord-Est. C'est là d'ailleurs que se produisirent les principaux événements de l'insurrection.

A 11 heures du soir purent être réunis tous les dirigeants militaires de Barmbeck, mais ceux de Ulenhorst et Winterhude ne vinrent pas. Pour cette raison, il fallut convoquer une autre conférence pour 1 heure du matin.

Dans la réunion de 11 heures, le dirigeant de Barmbeck commença par expliquer la décision du Parti, et donna l'ordre de mobiliser les équipiers à certaines adresses déterminées, pour y attendre leurs missions.

Chaque équipier devait avoir, avec ses armes, un morceau de pain et un paquet de pansement.

L'organisation de combat de Barmbeck, y compris celles de Ulenhorst et Winterhude, possédait 19 fusils et 27 revolvers. L'adversaire disposait dans les mêmes quartiers de 20 commissariats de police, dont 8 renforcés ; en outre, les casernes de Wandsbeck contenaient environ 600 policiers avec 6 autos blindées, armées chacune de 2 mitrailleuses. L'ennemi avait ainsi une énorme supériorité.

Comme il était prévu, à 1 heure du matin, tous les dirigeants militaires se réunirent en conférence y compris cette fois ceux

de Ulenhorst et Winterhude. Là, le dirigeant de Barmbeck exposa encore une fois brièvement la situation en Allemagne et à Hambourg, développa le plan d'action et distribua les missions particulières. La répartition des forces était la suivante : contre chaque commissariat de police devait être envoyé un ou deux groupes d'équipiers. Un nombre double devait être dirigé contre les commissariats, n° 46 (rue Essen) et de la porte de Mandsbourg, qui étaient spécialement renforcés. Chaque groupe devait avoir deux revolvers ou bien un fusil et un revolver. Les casernes de Wandsbeck devaient être attaquées après le désarmement des commissariats. Chaque groupe devait se trouver à 4 h. 55 à la position du départ et à 5 heures précises attaquer l'objectif désigné. Pour plus d'exactitude, les montres avaient été vérifiées et mises en concordance.

Les dirigeants une fois revenus de la conférence, les équipiers se rassemblèrent dans les logements secrets indiqués, au grand complet, et à l'heure fixée. Le moral de tous les participants était excellent.

Comme nous l'avons vu, l'armement des équipiers de Barmbeck et des quartiers qui lui étaient adjoints, était extrêmement réduit. Pas une seule mitrailleuse ! Pour en obtenir une le dirigeant militaire envoya pendant la nuit des hommes à Bergedorf (à 20 kilomètres au sud-est de Hambourg) où un membre de l'OD. cachait une mitrailleuse, avec prière de bien vouloir la donner. On comptait utiliser cette mitrailleuse pour l'attaque des casernes de Wandsbeck. Bien que les envoyés fussent personnellement connus du détenteur et fussent munis d'un témoignage sûr (parole convenue) ils n'obtinrent rien, car le camarade, ignorant tout de l'insurrection qui se préparait, n'eut pas confiance. Néanmoins, la direction communiste de Bergedorf envoya à Barmbeck un groupe de cyclistes armés de revolvers et mobilisa sur place ses équipiers, de façon à engager l'action simultanément avec Hambourg, si réellement l'insurrection était déclenchée.

En revenant, les envoyés s'arrêtèrent à Schiffbeck (faubourg ouvrier) et annoncèrent au comité du Parti l'insurrection prévue

pour le 23 au matin. Là aussi, on ignorait tout. Néanmoins, on prit aussitôt des mesures pour agir simultanément avec les autres quartiers.

Dans les commissariats attaqués, conformément aux ordres du dirigeant militaire, on devait désarmer les policiers, sortir toutes les armes et les distribuer aux équipiers et aux ouvriers disposés à prendre part au combat qui se trouveraient dans les environs. Les policiers devaient être enfermés sous bonne garde, et les équipiers disponibles se rassembler immédiatement à un point fixé d'avance pour y recevoir de nouvelles missions.

L'ATTAQUE DES COMMISSARIATS DE POLICE ET LA MARCHÉ DE L'INSURRECTION

La direction de l'insurrection, encore pendant le rassemblement des hommes, craignait que les équi-piers, en apprenant qu'ils allaient aller au combat presque sans armes, et que la promesse donnée auparavant de leur fournir des armes en quantité suffisante au moment voulu n'était pas tenue, ne fussent quelque peu déçus et ne perdissent beaucoup de leur moral. C'est ce qui arriva. Dans le trajet du point de rassemblement au commissariat de police à attaquer, on vit s'éclipser environ un tiers des hommes. Deux groupes même fondirent complètement avant d'atteindre le point d'attaque.

A 5 h. 30 environ, les insurgés avaient enlevé et désarmé 17 commissariats (Barmbeck, Ulenhorst et autres quartiers). Le commissariat renforcé n° 46 de la rue Essen ne fut pas désarmé, à cause de la maladresse d'un chef de groupe qui ouvrit le feu de la rue au moment où les autres groupes se trouvaient déjà à l'intérieur en train de procéder au désarmement des policiers. Les équi-piers de l'intérieur eurent ainsi l'impression d'être attaqués du dehors. Pour cette raison, et aussi parce qu'un des policiers avait habilement jeté en plein milieu des équi-piers une grenade à la main et permis ainsi à ses collègues de se préparer à la résistance, l'attaque échoua.

Sur les 6 heures du matin, se trouvèrent au point de rassemblement environ 130 hommes armés de mitrailleuses et de revolvers. On s'était emparé aussi de 3 mitrailleuses portatives. En qualité

d'instructeurs pour apprendre à s'en servir, on utilisa les policiers prisonniers. Il se trouva que les commissariats possédaient peu de grenades à main et de cartouches. Sans doute, n'avait-on pas su les découvrir. Il arriva par exemple que, vers 10 heures du matin, on trouva encore dans un commissariat 40 fusils qu'on n'avait pas remarqués d'abord.

Le grand succès des équipiers dans l'occupation des commissariats s'explique par deux raisons.

1. Longtemps avant l'attaque, les dirigeants des groupes de combat avaient fait une soigneuse reconnaissance des abords des commissariats ainsi que de leur dispositif intérieur. L'organisation de l'attaque avait été profondément étudiée et les moindres détails prévus. Les attaquants manifestèrent infiniment d'audace et de persévérance ;

2. La police qui, par suite de « troubles dans la ville », avait été plusieurs jours sur le pied de « préparation au combat du 3^e degré » (1), avait été ramenée le 22 au soir à la situation du 1^{er} degré. La cause en était que le personnel était extrêmement épuisé depuis les derniers jours. La préfecture de police de Hambourg, qui avait donné un pareil ordre, n'était naturellement pas informée de l'insurrection en préparation. Dans la nuit du 22 au 23, la police dormait. L'attaque la saisit à l'improviste.

Ces deux raisons expliquent l'extraordinaire succès de groupes presque désarmés en face de 17 commissariats armés jusqu'aux dents.

Sur ce point de l'attaque des commissariats, le colonel de police Hartenstein, un des dirigeants de la lutte contre l'insurrection, remarque très justement : Si le plan d'insurrection avait été connu de la police la veille du mouvement, il est permis de supposer que l'action ennemie aurait été étouffée par des contre-mesures correspondantes avant d'avoir pu prendre aucune extension.

Au début du mouvement, la direction de l'insurrection envoya

(1) Il y a dans la police allemande trois degrés de préparation au combat : le troisième est celui où tout l'effectif se trouve alerté.

des camarades (ceux qui n'avaient pas d'armes) dans les gares intérieures de la ville, aux portes des usines et sur les autres points de rassemblement des ouvriers pour proclamer la grève générale et les entraîner dans la lutte active. Le succès fut complet. Tous les moyens de communication cessèrent de fonctionner, les fabriques s'arrêtèrent et les ouvriers se concentrèrent sur les divers théâtres du combat.

On vit bientôt arriver dans les commissariats de police qui n'avaient pas été désarmés des renforts sous forme de plusieurs autos blindées, de sorte que les insurgés ne purent pas s'en emparer. L'échec des combats entrepris à partir de ce moment pour le désarmement des derniers commissariats s'explique également par certaines erreurs tactiques commises par les assaillants, ou plutôt par leurs dirigeants (manque de concordance entre les attaques des différents groupes).

Vu ces circonstances et l'arrivée de renforts de police (1), la question de l'attaque des casernes de Wandsbeck tombait d'elle-même. Des combats de partisans s'engagèrent. Il se forma des petits groupes d'ouvriers armés. La direction des opérations s'affaiblit sensiblement. Les insurgés, en somme, étaient réduits à la défensive. Sur les 7 heures du matin, l'ordre fut envoyé de construire des barricades.

Bien que les masses ne sussent pas que l'insurrection commencerait précisément le 23 octobre, quand elles apprirent le matin de ce jour les combats déjà engagés, elles y prirent part aussitôt, sous une forme ou sous une autre. Le cri général était : Donnez-nous des armes ! Mais les armes étaient en nombre extrêmement insuffisant. Aussitôt lancé le mot d'ordre : Elevez des barricades ! on vit ces dernières surgir presque immédiatement dans tous les quartiers. Cela n'a été rendu possible que grâce à la participation des masses ouvrières, et en particulier des femmes.

(1) Le colonel Hartenstein raconte dans son livre que tous les policiers du port de Hambourg furent remplacés par des volontaires fascistes et les forces ainsi libérées envoyées contre les insurgés. Il ajoute que, pendant la journée du 24, 800 fascistes furent ainsi employés à un service de police.

La direction de l'insurrection dans le quartier envisagé n'était pas informée du cours des événements dans les autres quartiers. Elle pensait que les ouvriers de Barmbeck et des faubourgs voisins n'avaient subi qu'un échec temporaire, sans importance décisive, qui ne pouvait pas influencer sur l'insurrection dans son ensemble. Elle estimait que, dans les autres quartiers, les insurgés avaient peut-être de grands succès et que, par suite, Barmbeck devait conserver à tout prix ses avantages et se défendre avec acharnement en attendant l'arrivée des renforts. Avec la direction politique de Hambourg et aussi avec la direction militaire, les gens de Barmbeck n'avaient eu depuis le début du combat aucune liaison. Quelques rapports avaient été envoyés au comité de Hambourg et au dirigeant militaire, mais aucun n'était arrivé à destination. C'est seulement dans la seconde moitié de la journée que les insurgés apprirent qu'il n'y avait plus aucune insurrection dans le centre ni à Altona, et que là-bas tout était calme. Comment cela s'explique-t-il ? Les ouvriers des quartiers insurgés n'en savent rien.

La suite de notre exposé montrera pourquoi le combat des quartiers nord-est resta isolé.

L'OD. d'Altona n'avait pas exécuté sa mission de désarmer la police. D'après le récit d'un des dirigeants de l'insurrection de Hambourg, ce fait s'explique par les raisons suivantes :

1. Il fut reconnu que l'état-major de l'insurrection était dans l'erreur quand il supposait qu'Altona avait pu se procurer, quelques jours avant l'action, des armes pour 240 hommes. Il n'en était rien.

2. Le dirigeant de l'OD. d'Altona avait été nommé au dernier moment. Il est clair qu'il n'avait pas eu le temps de s'orienter dans ce milieu nouveau. En outre, il avait abrogé les dispositions du plan d'action précédemment adopté.

3. Les dispositions avaient été prises pour attaquer les postes de police avec une section, et parfois deux sections d'OD. Tandis que se faisait la concentration des sections, l'alarme fut semée parmi de nombreux participants à cause des bruits répandus que des traîtres avaient déjà prévenu la police de l'attaque en préparation. Ainsi, pour les 5 sections qui devaient donner l'assaut aux

principaux commissariats, une seule réussit à pénétrer, à 6 heures du matin, dans le commissariat d'Ottenzen et à y désarmer 6 policiers. Il s'engagea là, entre les assaillants et les policiers non désarmés une fusillade d'un quart d'heure, et quand les éclaireurs annoncèrent l'approche de 3 camions automobiles de policiers, les assaillants se dispersèrent en emportant les armes conquises.

Il y eut le 23 octobre au matin encore quelques tentatives d'insurrection dans d'autres quartiers (Saint-Georg., etc.), mais, vu la mauvaise direction militaire et politique et aussi l'absence d'armes, elles n'eurent aucun succès. Seul Schiffbeck fait exception : les insurgés y désarmèrent la police et gardèrent le pouvoir pendant deux jours.

A Eilsbeck, Barmbeck, Hammebeck et autres quartiers, une lutte acharnée se prolongea jusqu'à 17 heures entre les policiers et les insurgés. La police, ayant concentré de grosses forces dans la partie sud de Barmbeck, lança deux vigoureuses attaques contre les barricades. Toutes deux furent repoussées et les assaillants subirent de grosses pertes. Les insurgés, cachés sur les toits des maisons, derrière les fenêtres, sur les balcons et derrière les barricades, avaient un champ de tir admirable et faisaient feu chaque fois à coup sûr. De leur côté, les pertes furent insignifiantes. Avant chaque attaque, la police ouvrait un feu roulant de fusils et de mitrailleuses contre les barricades, dans l'idée que le gros des forces adverses se trouvait là. En réalité, les insurgés n'avaient laissé aux barricades qu'un petit nombre de défenseurs, tandis que le gros de leurs forces se trouvait sur les toits, aux fenêtres et aux balcons des maisons voisines.

Une troisième grande attaque de la police contre les barricades d'Eilsbeck échoua encore. Le détachement de police concentré à cet effet s'était fait précéder d'une automobile blindée pour mitrailler la barricade et se lancer ensuite contre elle à coup sûr. Mais voici qu'apparaît à l'improviste un insurgé qui tue le conducteur de l'auto blindée. Son équipage prend aussitôt la fuite, abandonnant l'engin. L'attaque de la police n'eut pas lieu.

Dans la suite, cette même barricade ne fut attaquée que lorsque

les insurgés, à l'insu de la police, l'eurent abandonnée eux-mêmes pour se retirer sur de nouvelles positions. Le feu d'enfer dirigé contre elle par des forces considérables resta ainsi inutile. Il n'y avait plus un seul insurgé derrière.

Pendant toute l'insurrection, les insurgés ne se bornèrent pas à la défensive : là où la situation était favorable, ils passaient subitement à l'offensive, engageant de courtes contre-attaques, opérant des mouvements tournants, etc., fatiguant et démoralisant ainsi l'adversaire.

Ainsi, par des opérations énergiques et habiles, les insurgés soutinrent une lutte acharnée contre les autos blindées de la police. On vit une fois deux autos blindées qui s'avançaient dans une rue se heurter à des barricades, de nouvelles barricades surgir aussitôt par derrière, et les autos se trouver cernées et réduites à l'inaction pendant plusieurs heures. Des cas semblables, prouvant l'audace, l'opiniâtreté et l'initiative des insurgés, furent très fréquents.

Avant d'exposer la suite de l'insurrection, il faut s'arrêter sur une question : pourquoi la lutte est-elle restée isolée dans les quartiers nord-est, pourquoi le plan de mobilisation des masses dans toute la ville en vue d'une attaque concentrée sur le Centre n'a-t-il pas eu même un commencement de réalisation, pourquoi dans plusieurs quartiers où la lutte avait commencé le matin cessait-elle ensuite ?

La raison en est que le 23 octobre, au moment où le prolétariat de Hambourg avait plus besoin que jamais d'une direction ferme, cette direction lui manqua. Des nouvelles arrivèrent de divers quartiers qu'ils avaient reçu l'ordre de cesser le combat, que l'insurrection était décommandée, et qu'en conséquence les ouvriers cachaient leurs armes en attendant de nouveaux ordres de la direction du Parti.

Sur les 10 heures, on apprit que l'ordre de cesser l'insurrection avait été donné par Urbahns, secrétaire du Comité de Hambourg qui venait de revenir de la conférence de Chemnitz. On chercha

Urbahns pour apprendre les causes de ce contre-ordre, mais on ne le trouva pas (1).

Urbahns, comme on le sut par la suite, avait donné le contre-ordre en se basant sur les résultats de la conférence de Chemnitz. Cette conférence devait décider le déclenchement de la grève générale, destinée, dans l'idée du Comité central, à se changer en insurrection armée pour la prise du pouvoir, tandis que l'insurrection de Hambourg jouerait le rôle de signal de cette insurrection ; mais elle avait été mal organisée, et quand la question de la grève générale fut mise aux voix, il se forma une majorité (d'ailleurs insignifiante) de social-démocrates qui votèrent contre. La conférence ayant ainsi refusé de déclarer la grève générale, la direction du Parti communiste décida de s'abstenir pour le moment de toute insurrection.

La conférence de Chemnitz avait eu lieu le 21 octobre. Pourquoi, durant la journée du 22, n'avait-on pas communiqué ses résultats à Hambourg, ainsi que les décisions du Comité central qui en découlaient, c'est ce qu'il est impossible de comprendre.

Cette directive n'arriva à la direction de l'insurrection de Barmbeck, entourée par la police, que le 23, à 17 heures.

Malgré le contre-ordre du Parti, les masses prolétariennes de Hambourg organisèrent de leur propre initiative une série de manifestations et de rassemblements dans les rues, cessèrent le travail, attendant toujours des directives d'action.

La nuit du 23 au 24 fut calme. Les insurgés de Barmbeck, maîtres de positions commodées et couvertes, ouvraient de temps en temps le feu contre les groupes de police qui se laissaient voir et les dispersaient. Des espions parcouraient les rues. Quoique sachant qu'il n'y avait dans les autres quartiers aucun soulèvement et que contre-ordre avait été donné par le Parti, les insurgés n'en décidèrent pas moins de continuer la lutte. La population de Barmbeck leur apporta une aide de toute sorte : construction de barricades, pain, cigarettes, fausses informations données à l'adver-

(1) Urbahns est maintenant exclu du Parti communiste.

saire, etc. Les femmes prirent une part particulière à l'insurrection. Outre les renseignements sur la cessation du soulèvement, il circulait parmi les insurgés des bruits variés, comme ceux-ci : la grève générale a éclaté dans le centre de l'Allemagne, la Russie envoie des secours (un bateau d'armes, etc.). C'est seulement dans la nuit du 23 au 24, lorsque arriva à Barmbeck un des principaux membres du Comité de Hambourg avec l'ordre de cesser le combat, que les insurgés commencèrent à rentrer chez eux.

Au matin du second jour arrivèrent dans le port de Hambourg un croiseur de Kiel, le *Hambourg*, et deux torpilleurs avec 500 policiers de Lubeck. Les forces de la contre-révolution avaient encore grandi du fait que les organisations fascistes de Hambourg avaient été munies d'armes par des magasins secrets et se trouvaient sur le pied de guerre.

Au point du jour, la police commença une marche concentrée sur Barmbeck. Toutes les forces présentes de la police et des fascistes prenaient part à l'opération. La reconnaissance était faite par des avions survolant le faubourg. Le détachement de fusiliers marins du croiseur *Hambourg* refusa de marcher. L'attaque fut inutile, les insurgés ayant déjà quitté leurs positions. Seuls, quelques tireurs isolés dispersés sur les toits continuaient à fusiller presque à coup sûr les policiers.

Après l'occupation de Barmbeck, le gros de la police se dirigea sur Schiffbeck pour y renverser le pouvoir des Soviets, et sur les autres quartiers du sud-est pour y réprimer les « désordres ». Il fallut une lutte acharnée de plusieurs heures pour chasser les insurgés des barricades qu'ils occupaient.

Le 25 et même le 26 encore, à Barmbeck, des groupes isolés d'insurgés attaquaient de petits détachements de police faisant des perquisitions dans les maisons ou recherchant les participants au mouvement.

La police perdit pendant toutes les opérations environ 60 tués et un grand nombre de blessés. Du côté des insurgés, il y eut 4 ou 6 tués (le nombre des blessés n'est pas connu). Il y eut un grand nombre de tués et de blessés dans la population ne participant pas

aux opérations les armes à la main, parce que la police ouvrit maintes fois le feu sur elle. Dans le nombre des tués et des blessés, il se trouva même des enfants.

Les faibles pertes des insurgés s'expliquent par leur habile tactique de barricades, leurs positions sur les toits et les balcons, et en général dans des endroits bien abrités.

L'insurrection de Hambourg fut accompagnée d'attaques partielles des ouvriers contre la police et les autorités, de la mise à sac des magasins de vivres, etc., dans plusieurs villes et villages des environs (Bergedorff, Itsigoe, Kiel, etc.).

CONCLUSIONS

Premièrement, l'insurrection de Hambourg dura deux jours, et, malgré l'énorme supériorité des forces ennemies, elle ne fut pas écrasée par la contre-révolution. Elle cessa sur l'ordre du Parti, et les forces armées du prolétariat cessèrent volontairement le combat. Le préfet de police de Hambourg, dans un rapport spécial, rendait compte à ses chefs de Berlin que, malgré ses efforts, il n'avait pas réussi à briser la résistance des insurgés, que ces derniers n'avaient pas été anéantis, mais avaient évacué volontairement le terrain et s'étaient cachés en emportant leurs armes. Il soulignait en même temps le courage et l'audace dont les insurgés avaient fait preuve depuis le début jusqu'à la fin. Il constatait l'impuissance des policiers à combattre l'insurrection avec les dernières méthodes de la défensive active, la large utilisation des barricades, des toits, balcons et fenêtres et le soutien de la population.

Avec ce jugement d'un ennemi, nous sommes entièrement d'accord.

Deuxièmement, l'insurrection de Hambourg a été sans aucun doute une insurrection des masses prolétariennes. Le nombre des équipiers ayant pris une part active au combat les armes à la main était, il est vrai, relativement réduit, environ à 250 à 300 hommes. Mais le gros du prolétariat, par son attitude, a montré qu'il était du côté des insurgés. L'élévation rapide de tout un réseau de barricades n'a été possible que grâce à la participation des masses ouvrières. Elles ont encore montré leur sympathie ac-

tive par la cessation du travail dans presque toutes les usines, docks, chantiers maritimes. Toute la vie ouvrière cessa presque dans la ville.

L'insurrection de Hambourg fut soutenue par des interventions ouvrières dans plusieurs autres villes des environs.

L'insurrection de Hambourg n'était pas conçue comme une opération isolée sans liaison avec le prolétariat des autres régions d'Allemagne. Dans l'idée du Parti communiste, elle devait jouer le rôle de signal de l'insurrection générale dans les principaux centres industriels. Elle éclata au moment où la fermentation révolutionnaire était partout à son apogée, où la crise politique et économique était la plus profonde.

Troisièmement. Mais la préparation politique de l'insurrection avait été extrêmement faible. Les secrétaires politiques des quartiers n'apprirent l'ordre d'insurrection qu'au dernier moment, certains même accidentellement, ce qui les empêcha de faire le travail nécessaire de préparation politique et matérielle.

Du point de vue de la direction, l'insurrection de Hambourg fournit un exemple classique de la façon dont il ne faut pas organiser une insurrection, dont il ne faut pas se comporter envers l'insurrection. En restant fidèle au marxisme, il n'était pas permis, après que l'insurrection avait commencé et avait remporté d'importants succès, de sonner la retraite. Cela était d'autant moins permis que l'insurrection avait été entreprise sur les directives du Parti. « On ne joue pas avec l'insurrection » (Marx). Certains dirigeants de l'organisation de Hambourg (comme Urbahns) ont joué avec l'insurrection. Il fallait, malgré le résultat de la conférence de Chemnitz, puisque l'insurrection était commencée, mobiliser toutes les forces du prolétariat révolutionnaire de Hambourg et des autres régions pour étendre le mouvement dans Hambourg même et le soutenir par une action énergique là où la chose était possible. A Hambourg, il fallait lancer le mot d'ordre des Soviets et commencer une forte agitation pour la formation de ces Soviets. Mais à Hambourg le Parti communiste, avant-garde du prolétariat, qui devait organiser et conduire le soulèvement en masse, non seulement est resté inactif, mais a même entravé le développe-

ment de l'insurrection. Le Parti, ou plus exactement ses dirigeants, a pratiquement traité l'insurrection de la même façon que Plékhanov en 1905 : « Il ne fallait pas prendre les armes. »

Sans organisation, sans direction d'un parti révolutionnaire, il n'est pas d'insurrection victorieuse possible. A Hambourg, la direction du Parti a manqué, et l'insurrection ne pouvait pas se terminer autrement.

Quatrièmement. Malgré tout, malgré l'absence de direction, la mauvaise préparation, bien que l'organisation de combat fût numériquement très faible et presque sans armes, les insurgés réussirent par leur dévouement sans borne à la cause de la révolution, par leur courage, par leurs actions décisives et adroites, et grâce au concours des masses ouvrières, à mener avec succès le combat contre les forces numériquement supérieures, et armées jusqu'aux dents, de la police. Ce résultat témoigne du courage du noyau actif du prolétariat de Hambourg, et en particulier de Barmbeck, et montre qu'avec une bonne direction militaire et politique, même avec très peu d'armes à leur disposition, des détachements de combat peuvent espérer triompher de la contre-révolution. Il est facile de se représenter les résultats qu'aurait eus l'insurrection de Hambourg si n'avaient pas été commises les erreurs de direction que nous avons constatées. Or, il était possible de les éviter.

Cinquièmement. On ne saurait penser que l'insurrection, si elle avait été victorieuse, c'est-à-dire si elle s'était emparée du pouvoir, aurait pu le conserver, en supposant Hambourg rouge isolé, sans être soutenu par des insurrections analogues dans les principaux centres d'Allemagne. Des insurrections dans les autres villes, au moins de la région de la Baltique, étaient la condition préalable de la victoire de la révolution à Hambourg même. Nous estimons que Hambourg, dans l'état de l'Allemagne en 1923, aurait pu être le signal de cette insurrection générale dans un bon nombre de centres et de régions. Le prolétariat de Hambourg pouvait prendre le pouvoir, malgré la trahison de la social-démocratie. Mais pour cela il fallait avoir à la tête du Parti communiste d'Allemagne une direction bolchévik. Cette direction a manqué.

Conclusion

CONCLUSION

Nous venons de résumer fidèlement le plan communiste d'insurrection armée. Nous allons terminer sur une conclusion importante et répondre à deux objections.

Conclusion :

Ce plan est conforme à la doctrine fondamentale du terrorisme telle qu'elle est exposée par les maîtres du communisme. Les nombreuses citations de Marx, Engels, Lénine, dont est parsemée l'étude de Neuberg le prouvent. La mort toute récente de Karl Kautsky nous le rappelle avec plus de force encore.

Dans son livre *Terrorisme et Communisme*, écrit en 1918 (1), Karl Kautsky, alors chef de la II^e Internationale, émettait l'opinion qu'il était possible d'instaurer le socialisme sans l'aide de la Terreur organisée.

Cette thèse fit bondir Lénine et Trotsky, les deux grands chefs du communisme russe alors en pleine victoire. Chacun d'eux consacra un livre entier à la réfuter ; ces deux livres sont : *La Révolution Proletarienne et le Renégat Kautsky* de Lénine (2) — *Défense du Terrorisme* de Léon Trotsky (3).

(1) KARL KAUSKY, *Terrorisme et Communisme*, Traduction française aux éditions Povolozky, 13, rue Bonaparte, Paris.

(2) V. LÉNINE, *La Révolution Proletarienne et le Renégat Kautsky*. Je cite d'après la traduction française publiée en 1925 à la librairie de l'*Humanité*, 120, rue Lafayette.

(3) LÉON TROTSKY, *Défense du Terrorisme*. Le texte russe est de 1918. Je cite d'après la nouvelle édition française publiée en 1936 aux éditions de *La Nouvelle Revue Critique*, 11, rue François-Mouthon, Paris.

Le thème principal du livre de Kautsky, écrivait ce dernier, est le terrorisme. L'opinion selon laquelle le terrorisme appartient à l'essence même de la Révolution, Kautsky la traite d'erreur largement partagée. Il n'est pas exact, prétend-il que « qui veut la révolution doit pactiser avec le terrorisme ». En ce qui le concerne, Kautsky est pour la révolution en général, mais décidément contre le terrorisme : C'est là que commencent les difficultés (page 68).

Et Trostky insiste longuement sur la nécessité absolue du Terrorisme :

La vitalité historique de la bourgeoisie est colossale, dit-il. Elle se cramponne au pouvoir et ne veut pas lâcher prise. Par cela même elle menace d'entraîner dans sa chute toute la société. On est obligé de l'en arracher et de lui couper, pour cela, les mains.

La terreur rouge est l'arme employée contre une classe vouée à périr et qui ne s'y résigne pas... Sans la terreur rouge, la bourgeoisie russe, de concert avec la bourgeoisie mondiale, nous aurait étouffés bien avant l'avènement de la révolution en Europe. Il faut être aveugle pour ne pas le voir ou faussaire pour le nier. Celui qui reconnaît une importance révolutionnaire historique au fait même de l'existence du système soviétique, doit également sanctionner la terreur rouge (page 82).

Et de son côté Lénine écrivait :

Kautsky, l'autorité suprême de la II^e Internationale, montre de la façon la plus typique et la plus éclatante, comment, chez certains, le marxisme, reconnu en paroles, s'est transformé en réalité en un « Strouvisme » ou en un « Brentanisme », c'est-à-dire en cette doctrine libérale bourgeoise qui admet la lutte « de classe » du prolétariat, pourvu qu'elle n'aille pas jusqu'à la révolution et qui est représentée surtout par l'écrivain russe Strouvé et l'économiste allemand Brentano.

A l'aide de sophismes patents on extirpe du marxisme ce qui en constitue la vie, l'essence révolutionnaire ; on admet tout dans le

marxisme, excepté la méthode de lutte révolutionnaire, la propagande, la préparation de cette lutte et l'éducation des masses dans ce sens (page 6).

Avec l'érudition imbécile d'un savant de cabinet, ou la candeur d'une fillette de dix ans, Kautsky demande : A quoi bon la dictature du moment qu'on a la majorité ?

Marx et Engels nous l'expliquent :

Pour briser la résistance de la bourgeoisie ;

Pour frapper de terreur les réactionnaires ;

Pour maintenir l'autorité du peuple armé contre la bourgeoisie ;

Pour que le prolétariat puisse abattre par la force ses adversaires (page 37).

Inutile de prolonger ces citations que l'on pourrait multiplier, et posons en fait que la terreur est une nécessité vitale de tout régime communiste.

A cela on fera deux objections :

1) Pareil danger n'existe pas en France ; un régime de dictature terroriste y est impossible.

Nous répondrons qu'il y en a déjà eu par deux fois en 1793 et en 1871 et nous citerons l'exemple brûlant de l'Espagne. On disait, là aussi : le communisme terroriste est impossible, et on pouvait le dire avec une apparence de raison puisqu'en 1931 le parti communiste espagnol ne comptait que 800 membres. En 1936 ce même parti communiste devenait aux trois quarts maître de l'Espagne et y déchaînait par contre-coup une des guerres civiles les plus sanglantes de l'histoire du monde.

2) Le communisme actuel n'est plus le communisme de guerre ; il a évolué, s'est adouci et civilisé, surtout depuis l'adoption de la nouvelle tactique du Front populaire.

Réponse : Les multiples exécutions de dirigeants, d'amiraux et de généraux montrent qu'après vingt années de régime soviétique, le Terrorisme sévit de plus belle en Russie où, faute d'adversaires, il dévore ses propres enfants.

La tactique du Front populaire, de la main tendue aux catho-

liques et autres palinodies ne doit point nous illusionner ; le communisme sait prendre tous les masques, mais son essence profonde reste inchangée. Là encore nous citerons l'exemple récent de l'Espagne où un terrorisme sanguinaire a succédé sans transition à la tactique du Front populaire dès que celle-ci eut assuré le succès des élections de février 1936 (1).

A ce sujet les documents publiés par le gouvernement portugais au comité de non-intervention sont une illustration vivante du plan communiste d'insurrection armée, appliqué à l'Espagne. En voici un extrait :

On peut dire, sans aucune exagération, que ladite guerre est le fruit de l'influence soviétique en Espagne.

La Russie a préparé méthodiquement la révolution dont les premières manifestations violentes ont provoqué la réaction nationaliste. Moscou ne cachait pas son jeu. Il existe depuis longtemps dans un musée de la capitale de l'U. R. S. S. une salle consacrée à la future révolution communiste espagnole (voir Yvon Delbos : « L'Expérience Rouge », Paris, 1933, pages 185 et 186). Grâce à son inlassable patience, la Russie a créé en Espagne une vaste organisation, richement pourvue de moyens de propagande et d'action.

...Dans chaque village du sud de l'Espagne il existait déjà tout au moins une cellule locale bien armée et bien équipée, possédant :

- a) Des instructions minutieuses pour le jour de la révolution.*
- b) Un plan dressé par les techniciens compétents au sujet des destructions à réaliser par la dynamite ou par le feu, plan comportant aussi les points à attaquer ou à défendre.*
- c) Et même de longues listes contenant les noms des personnes à assassiner.*

...Dans sa séance du 27 février de l'année courante, le Komintern s'était spécialement occupé de la « bolchévisation » de l'Espagne.

Cet organisme a envoyé dans la Péninsule, pour y diriger l'œuvre

(1) Nous avons publié une étude détaillée de la Révolution espagnole dans *L'Histoire Secrète de la Révolution Espagnole*, Editions Beauchesne, 117, rue de Rennes, Paris.

du communisme, deux techniciens qui sont en même temps des révolutionnaires connus : Bela Kun et Losovski. Il leur a donné de larges moyens financiers et il les a chargés de réaliser différents objectifs, par exemple :

a) d'obliger le président de la République, M. Alcalà Zamora à renoncer de lui-même à sa charge ;

b) d'établir un gouvernement dictatorial composé d'ouvriers et de paysans ;

c) de procéder à la confiscation des terres et à la nationalisation des banques, des mines, des usines et des chemins de fer ;

d) d'anéantir les partis bourgeois ;

e) d'établir le régime de la terreur générale ;

f) de créer des milices ouvrières ;

g) de détruire les églises et les couvents ;

h) de supprimer la presse bourgeoise ;

i) de créer l'armée rouge espagnole ;

j) de provoquer une guerre contre le Portugal.

L'agitateur Bela Kun et ses camarades Losovski, Janson, Riedal, Primao (ou Primakoff), Berzine et Neumann, arrivés à Barcelone au mois de mars, se mirent au travail sans délai. Une fois qu'ils eurent créé le comité militaire révolutionnaire, celui-ci s'attaqua immédiatement à la formation des cellules qui devaient servir de base à la future armée rouge. Quant au travail qui consistait à détruire la discipline dans l'armée et dans la marine, il fut grandement facilité par la complaisance des gouvernements. Voilà les faits publics. De grandes quantités d'armes russes commencèrent d'entrer en Espagne...

Tout ce matériel fut distribué par les éléments communistes les plus actifs dans les provinces de Cadix, Séville, Badajoz, Cordoue, Cacerès et Jaen.

A la vue de leur œuvre, les organisateurs de la révolution espagnole peuvent maintenant se repaître de satisfaction. L'Espagne est une mer de sang. Les richesses immenses, les chefs-d'œuvre que tout l'or du monde ne pourrait reconstituer, les reliques historiques qui formaient un patrimoine spirituel commun à beaucoup de

pays ont été sacrifiés et sont perdus à jamais. Un grand nombre des plus hautes valeurs morales, artistiques et intellectuelles sont ensevelies dans le silence éternel de la mort.

Toutes les parties du programme, établi il y a quelques mois par le Komintern, ont été exécutées dans la contrée soumise au gouvernement de Madrid. Si elles ne l'ont pas été dans tout le pays, c'est que la réaction nationaliste ne l'a pas permis.

Tout avait été prévu de loin et exécuté avec méthode.

Nous assistons en France à l'agonie profonde du régime et de toutes les institutions qui en découlent. Les communistes le savent et préparent leur heure avec une ténacité silencieuse, une méthode et un fanatisme qui méritent notre admiration. Le jour du grand déclenchement, le plan d'insurrection armée, minutieusement mis au point, entrera automatiquement en action.

Malheur à ceux qui n'auront pas su prévoir une contre-organisation méthodique et qui ne pourront opposer courage à terrorisme, idéalisme à fanatisme.

L'avenir de la France va se jouer dans un avenir proche.

ACHEVÉ D'IMPRIMER

le 10 janvier mil neuf cent trente-neuf

PAR

l'Imprimerie R. BUSSIÈRE

à Saint-Amand

pour les

LIBERTÉS

FRANÇAISES